Économie de l'Égypte ancienne

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

Penser l'économie pharaonique

Juan Carlos Moreno García

Quand on pense à la civilisation de l'ancienne Égypte, on évoque immédiatement des monuments majestueux, des objets luxueux ou des croyances sophistiquées relatives à l'au-delà. Cependant, les formes d'organisation sociale et économique qui expliqueraient de telles réalisations demeurent toujours en grande partie dans l'ombre. Une anomalie à laquelle les égyptologues ont contribué depuis la naissance même de l'égyptologie, quand les découvertes spectaculaires, la chasse au trésor et l'archéologie romantique ont profondément orienté leurs recherches. En effet, le goût pour les beaux objets et pour les monuments prestigieux, l'importance des mécènes dans le choix et le financement des fouilles, sans oublier le poids des centres de recherche étrangers en Égypte rivalisant en découvertes, en droits de fouille et en quête de prestige national, ont encouragé une mentalité à mi-chemin entre l'antiquaire et le connaisseur. D'où l'attention portée plutôt à l'analyse des pièces individuelles et « exceptionnelles » qu'à la définition de problèmes historiques précis, donc susceptibles d'encourager la collaboration interdisciplinaire, la réflexion épistémologique et la combinaison de types de sources trop souvent isolés les uns des autres en raison des aléas de la spécialisation académique et des particularités des disciplines scientifiques s'y consacrant (archéologie, papyrologie, épigraphie, etc.).

Que l'analyse théorique, l'incorporation de nouvelles techniques ou le dialogue avec d'autres disciplines aient pâti d'une approche si limitée semblait secondaire, surtout pour deux autres particularités de l'égyptologie : d'une part, la place centrale accordée à l'étude des aspects « spirituels » de la civilisation pharaonique (littérature, beaux-arts, religion), censés être les plus prestigieux et exprimer le

Annales HSS, janvier-mars 2014, n° 1, p. 7-38.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

mieux l'« exception égyptienne » ; d'autre part, le fait que ces professionnels s'occupent simultanément d'un vaste spectre d'activités. De nos jours encore, le terme « égyptologue » évoque un chercheur évoluant dans des domaines aussi différents que l'archéologie, la philologie, l'histoire, la religion ou l'histoire de l'art. Par conséquent, face à une recherche où la spécialisation et la multiplication des sous-disciplines marquent l'approfondissement des savoirs, le raffinement des instruments d'analyse et la configuration de nouveaux calendriers de recherche de plus en plus sophistiqués, la figure romantique et quelque peu désuète de l'égyptologue possède toujours une aura d'exception, fort encouragée par les médias, qui cache à peine les insuffisances épistémologiques, la naïveté historiographique et les réticences à l'égard du dialogue interdisciplinaire, grevant encore l'égyptologie.

L'économie pharaonique : un domaine de recherche négligé

Aucun domaine ne souffre plus de ces lacunes que l'histoire sociale et économique de l'Égypte ancienne. Encore très minoritaires en égyptologie, ces thèmes connaissent à peine le renouvellement méthodologique qui a touché, par exemple, la philologie et les études littéraires [1]. Les raisons de ce retard sont diverses. Le soi-disant « matérialisme » intrinsèque aux approches économiques et sociologiques semblait difficilement applicable à une civilisation dont on a exalté la perfection artistique, la profondeur religieuse et les valeurs spirituelles. On pourrait ajouter la persistance de certains mythes historiographiques, remontant à la fin du XIX^e^ siècle, qui nourrissent l'illusion que les grandes lignes de l'organisation sociale et économique du pays des pharaons sont bien connues, que les lacunes dans nos connaissances peuvent être comblées à partir de comparaisons (hâtives) avec les périodes mieux documentées et que les nouvelles découvertes n'apporteraient, au mieux, que des nuances négligeables à une trame narrative solidement établie. L'idée sous-jacente est celle de l'immobilisme et du conservatisme supposés de l'« Égypte éternelle », dont les structures seraient demeurées immuables au cours des millénaires.

Rien d'étrange donc à ce que le récit biblique de Joseph, des formules épigraphiques stéréotypées comme « j'ai donné du pain à l'affamé et des vêtements à celui que j'ai trouvé nu », ou le fait que l'État et ses institutions livrent des rations aux travailleurs en échange de leurs services, soient interprétés comme la preuve de l'existence en Égypte d'un État-providence avant la lettre, où le pharaon veillait à la prospérité de ses sujets. La popularité de l'idée d'un État centralisé et tout-puissant, contrôlant tous les aspects de la vie économique du pays, serait confortée par deux autres éléments : d'une part, l'existence d'une administration

1 - On ne sera donc pas étonné que l'ouvrage récent de Richard H. WILKINSON (éd.), *Egyptology Today*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, comprenne des chapitres consacrés à la religion, la littérature, l'épigraphie, l'archéologie, l'art, etc., mais aucun à l'économie ou à la société.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

très développée, produisant des quantités innombrables de papyrus et reposant sur une armée de scribes efficaces ; d'autre part, la place centrale attribuée à l'État dans la création et l'entretien d'un système d'irrigation qui aurait assuré la richesse agricole du pays. Enfin, au rôle éclairé et prévoyant du pharaon et de ses fonctionnaires correspondrait, en contrepartie, une paysannerie soumise et laborieuse (avec le *fellah* pour icône), assurant ainsi, grâce à une sorte de pacte social, la stabilité et la longévité de la civilisation égyptienne.

Il n'est pas difficile de déceler, derrière ce cadre idyllique, les traces d'une certaine pensée économique, très conservatrice mais populaire jusqu'au milieu du XX^e^ siècle, qui faisait du paysan et de l'agriculture la base de la prospérité et des qualités morales des nations. En revanche, les activités commerciales, la poursuite du profit ou tout simplement les échanges « monétaires » étaient considérés comme marginaux, voire corrupteurs. Centralisme de l'État, rôle essentiel de l'agriculture, autosuffisance, échanges limités et commerce extérieur pratiquement réduit aux expéditions organisées par la Couronne dessineraient, par conséquent, les contours au sein desquels aurait évolué historiquement l'économie pharaonique. En outre, cette image s'est vue confortée, à partir du milieu du XX^e^ siècle, par les contributions des courants les plus influents de l'histoire et de l'anthropologie économiques du monde ancien, à savoir le primitivisme de souche finleyenne et la notion d'économie redistributive proposée par Karl Polanyi. L'Égypte partagerait ainsi des traits communs aux sociétés antiques, « orientales » ou non, tant par son caractère éminemment rural et autosuffisant, avec des échanges limités, que par le rôle central joué par l'État dans l'organisation des activités productives et dans la circulation des biens grâce à ses réseaux de redistribution. Telles seraient les caractéristiques essentielles de l'économie égyptienne, dont l'écrasante ruralité a conduit des égyptologues comme John Wilson ou Hans Wolfgang Helck à parler d'une civilisation sans villes [2].

On peut donc affirmer que, jusqu'à la fin des années 1970, peu d'études sérieuses furent consacrées à l'économie pharaonique. En général, elles ne faisaient que reproduire, dans les grandes lignes, les conclusions des auteurs de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle comme Eduard Meyer, Eugène Revillout, Wilhelm Spiegelberg et d'autres. Compte tenu du rôle marginal réservé à l'histoire en égyptologie, les progrès réalisés furent surtout l'œuvre de philologues travaillant sur des documents de nature économique. On pourrait évoquer les considérations de Jaroslav Černy sur les prix et leur évolution au Nouvel Empire, les travaux d'Alan Henderson Gardiner sur l'agriculture ramesside, l'étude classique de Klaus Baer sur le prix de la terre ou la compilation de textes du Nouvel Empire susceptibles d'analyse économique due à H. Helck [3]. Les commentaires philologiques et

2 - John A. Wilson, « Egypt Through the New Kingdom: Civilization Without Cities », *in* C. H. Kraeling et R. M. Adams (éd.), *City Invincible*, Chicago, University of Chicago Press, 1960, p. 124-136.

3 - Jaroslav Černy, « Fluctuations in Grain Prices During the Twentieth Dynasty », *Archív orientální*, 6, 1934, p. 173-178 ; *Id.*, « Prices and Wages in Egypt in the Ramesside Period », *Cahiers d'histoire mondiale*, 1-4, 1954, p. 903-921 ; Alan H. Gardiner (éd.),

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

lexicographiques étaient souvent accompagnés d'observations d'une grande finesse sur les problèmes économiques, administratifs, agraires, etc., soulevés par l'analyse des textes pris isolément. Cependant, en l'absence d'études par secteurs, la tentation était grande de généraliser à partir d'un nombre très restreint de documents jugés représentatifs – beaucoup plus rares en Égypte pharaonique que dans d'autres régions du Proche-Orient ancien. Si l'on ajoute que la plupart de ces documents concernent uniquement les activités des institutions qui les ont produits (temples, domaines de la Couronne, biens appartenant à l'élite), on ne peut être étonné de l'importance démesurée attribuée à ces institutions, au point d'estimer qu'elles contrôlaient pratiquement tous les aspects de la vie économique égyptienne et que ce qui n'était pas évoqué dans ces textes n'existait pas. Le cas des marchands *(shouti)* est, à ce propos, significatif : puisqu'une majorité des documents qui les mentionnent est constituée des papyrus et des inscriptions produits par les temples ou par l'administration centrale, on a supposé qu'ils travaillaient exclusivement pour la Couronne et les grands sanctuaires et que le commerce privé était, au mieux, négligeable.

En outre, la concentration des fouilles sur les monuments prestigieux, tandis que les habitats urbains et ruraux étaient largement délaissés, explique que l'archéologie n'ait jamais contribué, jusqu'à une date très récente, à rééquilibrer ce tableau et à mettre en lumière des aspects pourtant capitaux comme l'aménagement de l'espace rural, les formes de production paysanne, l'organisation de l'irrigation, les activités économiques urbaines ou les modalités de consommation des différentes catégories de la population. Quand on considère l'essor, dans la première moitié du XX^e^ siècle, des études agraires sur les mondes anciens, on ne peut qu'observer la marginalité des contributions égyptologiques, sauf pour les périodes hellénistique et romaine. Même les rares tentatives pour intégrer les données pharaoniques dans ces débats furent l'œuvre soit d'historiens et de sociologues, comme E. Meyer ou Max Weber, soit de spécialistes du droit ancien, qui n'hésitèrent pas à aborder, souvent de l'extérieur de la discipline, une documentation difficile avec les outils juridiques à leur disposition (droit romain, mais aussi comparatisme ethnographique) et dont la pertinence pour l'Égypte ancienne est fort discutable. Néanmoins, des chercheurs comme M. Weber firent des observations d'une grande profondeur qui auraient pu stimuler les réflexions des égyptologues. L'indifférence envers l'économie pharaonique perdura pourtant durant les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, malgré un environnement intellectuel favorable à l'analyse des formes de production des sociétés préindustrielles. C'est avec la fin des années 1960 qu'apparaissent les signes d'un changement d'attitude grâce à des ouvrages isolés comme *Prestige-Wirtschaft im alten Ägypten* de Siegfried Morenz,

Ramesside Administrative Documents, Londres/Oxford, Griffith Institute/Oxford University Press, 1948 ; Alan H. GARDINER (éd.), *The Wilbour Papyrus*, Oxford, Oxford University Press, 1941-1952, 4 vol. ; Klaus BAER, « The Low Price of Land in Ancient Egypt », *Journal of the American Research Center in Egypt*, 1, 1962, p. 25-46 ; Wolfgang HELCK, *Materialen zur Wirtschaftsgeschichte des Neuen Reiches*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1960-1969, 6 vol.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

The Labour Population in Egypt in the Middle Kingdom (en russe) d'Oleg Berlev ou *Wirtschaftsgeschichte des Alten Ägypten im 3. und 2. Jahrtausend vor Chr.* de Wolfgang Helck [4].

L'année 1975 marque un tournant dans les études économiques en égyptologie. Le colloque « Ancient Egypt: Problems of History, Sources and Methods », tenu au Caire, vint exprimer la préoccupation d'un groupe d'égyptologues à l'égard de leur discipline, de plus en plus isolée dans le champ des sciences sociales, ancrée dans des méthodologies souvent obsolètes et insensible à l'étude de questions fondamentales comme l'urbanisme, l'aménagement du territoire et l'économie. Les conclusions de cette rencontre donnèrent lieu à une poignée de publications à la fois essentielles et influentes ; retenons surtout l'article fondamental de Jacob Janssen, dans lequel il abordait l'état de la question, les possibilités et les axes de recherche à développer [5]. L'itinéraire de ce dernier ne manque pas de rappeler celui de l'assyriologue Ignace Gelb, puisque la fréquentation des textes administratifs les conduisit tous deux à s'interroger sur les fondements économiques et sociaux des civilisations qui avaient produit ces documents [6]. Ses affirmations justes et précises (« Economic history of ancient Egypt [...] is as yet virtually non-existent » et « It may be clear that the influence of the economy on Egyptian political and cultural history has been underrated » [7]) furent suivies par de nombreuses études touchant à des questions telles que le crédit, les prix, le commerce ou les termes fiscaux, études dont la perspicacité des conclusions montrait l'importance de sources largement sous-estimées, mais présentant néanmoins un potentiel considérable à des fins d'analyse économique.

Des contributions précieuses vinrent aussi de l'archéologie, grâce aux travaux de Barry Kemp. Intéressé par l'étude de l'urbanisme et de son impact sur l'aménagement du territoire et par l'analyse des activités productives dans une perspective

4 - Siegfried Morenz, *Prestige-Wirtschaft im alten Ägypten*, Munich, C. H. Beck/Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1969 ; Oleg D. Berlev, *The Labour Population in Egypt in the Middle Kingdom*, Moscou, Nauka, 1972 ; Wolfgang Helck, *Wirtschaftsgeschichte des Alten Ägypten im 3. und 2. Jahrtausend vor Chr.*, Leyde/Cologne, Brill, 1975.

5 - Jacob J. Janssen, « Prolegomena to the Study of Egypt's Economic History During the New Kingdom », *Studien zur Altägyptischen Kultur*, 3, 1975, p. 127-185.

6 - Ignace J. Gelb, « Comparative Method in the Study of the Society and Economy of the Ancient Near East », *Rocznik Orientalistyczny*, 41-2, 1980, p. 29-36, citation p. 29 : « About twenty years ago, while preparing a paper on *Social Stratification in the Old Akkadian Period* for the Twenty-Fifth International Congress of Orientalists in Moscow, I made a discovery which was destined to influence my scholarly orientation in the years to come. Strange as it may seem, I suddenly found that the Old Akkadian texts which I had been studying for so many years from the point of view of writing, grammar, and lexicon have not only form, but also content ; and that their content is of fundamental importance for the understanding of the social and economic history of ancient Mesopotamia, and with it, of the history of mankind. »

7 - J. J. Janssen, « Prolegomena... », art. cit. ; *Id.*, « Ancient Egyptian Economics », *Commodity Prices in the Ramessid Period: An Economic Study of the Village of Necropolis Workmen at Thebes*, Leyde, Brill, 1975, p. 539-562.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

interdisciplinaire, il fut l'un des contributeurs d'un livre novateur qui contrastait nettement avec les histoires habituelles de l'Égypte pharaonique. En effet, *Ancient Egypt: A Social History*, publié en 1985 et réédité plusieurs fois depuis, combinait avec intelligence l'archéologie et les textes pour proposer une interprétation aux antipodes de la prétendue « exception égyptienne » [8]. Au contraire, l'importance accordée aux contacts avec l'Afrique et le Proche-Orient, à l'intégration de l'Égypte dans les réseaux d'échanges de l'âge du Bronze et du Fer ou à l'analyse des transformations économiques, sociales et administratives du pays au cours des siècles ouvrait de nouvelles pistes et brisait l'image courante d'une civilisation aux structures immobiles. Il démontrait ainsi que l'on pouvait écrire une histoire intelligible de l'Égypte pharaonique, en replaçant le « cas égyptien » dans le contexte des sociétés antiques, ouvrant la voie à des études comparatives sur des bases et des problématiques communes [9]. En outre, l'expérience de terrain de B. Kemp, à partir de la fouille du site urbain d'El-Amarna, lui permit d'interroger de manière intelligente et féconde les vestiges archéologiques récupérés et de consacrer une partie de ses efforts à l'archéologie de l'habitat et de la production domestiques [10]. Son chef-d'œuvre *Ancient Egypt: Anatomy of a Civilization* comprend un chapitre avec une excellente synthèse sur l'économie pharaonique, où sont abordées des questions fondamentales telles que l'agriculture, le commerce, la circulation des métaux précieux ou l'artisanat [11]. De plus, à l'encontre des approches substantivistes habituelles en égyptologie, B. Kemp proposa une vision plus nuancée selon laquelle les mécanismes de redistribution coexistaient avec des marchés et attira l'attention sur les activités économiques des catégories sociales qui n'appartenaient pas à l'élite.

À partir de ces premières études, l'histoire économique et la réflexion sur la nature de l'économie pharaonique ont commencé à se frayer un chemin en égyptologie, quoique timidement, et deux colloques récents ont été consacrés à ce domaine [12]. Plusieurs tendances sont discernables d'après les publications parues

8 - Bruce G. Trigger *et al.*, *Ancient Egypt: A Social History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

9 - John Baines et Norman Yoffee, « Order, Legitimacy, and Wealth in Ancient Egypt and Mesopotamia », *in* G. M. Feinman et J. Marcus (dir.), *Archaic States*, Santa Fe, School of American Research Press, 1998, p. 199-260 ; Janet Richards et Mary van Buren (éd.), *Order, Legitimacy, and Wealth in Ancient States*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2000.

10 - Voir, par exemple, Barry J. Kemp et Gillian Vogelsang-Eastwood, *The Ancient Textile Industry at Amarna*, Londres, Egypt Exploration Society, 2001 ; Barry J. Kemp et Anna Stevens, *Busy Lives at Amarna: Excavations in the Main City (Grid 12 and the House of Ranefer, N49.18)*, vol. I, *The Excavations, Architecture and Environmental Remains*, Londres/Cambridge, Egypt Exploration Society/Amarna Trust, McDonald Institute for Archaeological Research, 2010.

11 - Barry J. Kemp, *Ancient Egypt: Anatomy of a Civilization*, Londres, Routledge, 1989, p. 232-260.

12 - Martin Fitzenreiter (dir.), *Das Heilige und die Ware. Zum Spannungsfeld von Religion und Ökonomie*, Londres, Golden House Publications, 2007 ; András Hudecz et Máté Petrik (éd.), *Commerce and Economy in Ancient Egypt*, Oxford, Archaeopress, 2010.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

durant les trente dernières années, qui révèlent l'influence des débats en histoire économique de l'Antiquité et qui s'interrogent sur les approches les plus à même de conceptualiser l'économie pharaonique. D'une part, l'impact des courants substantivistes explique que certains chercheurs soutiennent encore la thèse de la prééminence d'une économie redistributive contrôlée par l'État, dont J. Janssen, Edward Bleiberg, Renate Müller-Wollermann, Manfred Gutgesell et Pierre Grandet sont les principaux défenseurs [13]. Toujours dans cette ligne, mais tempérée par une approche marxiste, Mario Liverani propose un modèle des échanges internationaux où la réciprocité de souche polanyienne aurait régulé les transactions diplomatiques entre États, tandis que le commerce et les relations tributaires assuraient d'autres voies de circulation des biens, tant entre les États qu'à l'intérieur de chaque pays [14]. Enfin, des approches plus nuancées postulent la validité de l'œuvre de K. Polanyi et des thèses institutionnalistes (à ne pas confondre avec le néo-institutionnalisme) afin d'interpréter les échanges en Égypte ancienne. Éloigné à la fois d'une vision exclusivement agraire et autosuffisante de l'économie ancienne, mais aussi d'un modèle centraliste et redistributif caricatural, Jérôme Maucourant souligne l'importance des pratiques monétaires et des phénomènes d'échange en Égypte pharaonique lors de l'évaluation des droits, des biens et des services. En outre, il indique que l'activité redistributive figure comme une forme d'intégration parmi d'autres, participant à la production des spécificités institutionnelles de l'économie pharaonique, et qu'elle s'inscrit dans un schéma social loin du modèle du « despotisme oriental » niant toute latitude réelle aux initiatives individuelles. Finalement, l'Égypte aurait aussi connu le principe du marché, souvent (mais pas toujours) sous la forme de la « place de marché », ainsi que des échanges indubitablement marchands marqués par l'âpreté au gain, sans qu'un ensemble de marchés autorégulateurs ne structure l'économie et sans qu'on ait affaire à une société de marché [15].

D'autre part, une réaction s'amorce depuis les années 1980 en histoire économique de l'Antiquité, dont les échos se font sentir aussi en égyptologie. Face au

13 - J. J. Janssen, « Prolegomena... », art. cit. ; *Id.*, « Die Struktur der pharaonischen Wirtschaft », *Göttinger Miszellen*, 48, 1981, p. 59-77 ; Edward Bleiberg, « The Redistributive Economy in New Kingdom Egypt: An Examination of *b3kwt* », *Journal of the American Research Center in Egypt*, 25, 1988, p. 157-168 ; *Id.*, *The Official Gift in Ancient Egypt*, Norman/Londres, University of Oklahoma Press, 1996 ; Renate Müller-Wollermann, « Waren Austauch im Ägypten des Alten Reiches », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 28-3, 1985, p. 121-168 ; Manfred Gutgesell, « Die Struktur der pharaonischen Wirtschaft – eine Erwiderung », *Göttinger Miszellen*, 56, 1982, p. 95-108 ; *Id.*, « Die Entstehung des Privateigentums an Produktionsmitteln im alten Ägypten », *Göttinger Miszellen*, 66, 1983, p. 67-80 ; *Id.*, « Wirtschaft, Landwirtschaft und Handwerk », *in* A. Eggebrecht (dir.), *Das Alte Ägypten. 3000 Jahre Geschichte und Kultur des Pharaonenreiches*, Munich, C. Bertelsmann, 1984, p. 197-225 ; Pierre Grandet, *Le papyrus Harris I (BM 9999)*, Le Caire, Ifao, 1993-1999, p. 58-66 et 70-76.

14 - Mario Liverani, *Prestige and Interest: International Relations in the Near East ca. 1600-1100 BC*, Padoue, Sargon, 1990, p. 205-282.

15 - Jérôme Maucourant, *Pour une économie historique de la monnaie. Recueil de travaux*, Wetteren, Cultura, 2008.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

rôle central attribué à l'État et à la redistribution dans l'organisation de l'économie, d'autres chercheurs insistent sur la faiblesse de ces mécanismes d'intervention dans la sphère locale, de telle sorte que les initiatives privées, la négociation entre les différents acteurs de la vie économique et la délégation de responsabilités caractériseraient de manière plus réaliste la structure productive de l'Égypte. Christopher Eyre est le principal représentant de ce courant. En utilisant intelligemment l'anthropologie et l'histoire agraire, il propose un modèle plus décentralisé des relations économiques en Égypte ancienne, où l'initiative privée et la production pour les marchés occupent une place importante [16]. On pourrait ajouter aussi Mark Lehner, auteur d'une importante étude dans laquelle il essaie d'appliquer à l'Égypte le modèle de l'État patrimonial, dont le trait fondamental est la place accordée à la maison comme unité sociale et productive autonome de base [17]. L'agrégation successive de ces unités aurait fini par constituer un État quelque peu informel, reproduisant à plusieurs niveaux le modèle d'organisation sociale et économique de la « maison », avec en tête le *per-âa*, « grande maison », c'est-à-dire l'État. Cette idée est reprise et radicalisée par Malte Römer [18], mais discutée par des chercheurs comme Max Wegner. Elle est finalement proche des thèses de Ben Haring, pour qui les temples funéraires des rois du Nouvel Empire fonctionnaient comme des « maisons » distinctes et indépendantes les unes des autres, non intégrées dans une structure administrative supérieure, leur seul lien étant purement rituel et cérémoniel [19].

Enfin, d'autres chercheurs proposent des vues radicalement différentes de l'économie pharaonique : là où M. Römer estime que les outils de l'économie moderne ne sont pas valables pour expliquer l'économie égyptienne et que l'insuffisance des sources transforme *de facto* en illusion toute tentative de la modéliser, David Warburton considère, en revanche, que l'importance des marchés et des échanges, mais aussi de l'État, de ses taxes et du travail forcé, rapproche l'Égypte ancienne des autres sociétés préindustrielles et disqualifie le recours à un modèle redistributif désormais désuet [20]. Bien que M. Römer s'accorde avec D. Warburton

16 - Christopher J. Eyre, « Peasants and 'Modern' Leasing Strategies in Ancient Egypt », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 40, 1997, p. 367-390 ; *Id.*, « The Market Women of Pharaonic Egypt », *in* N. Grimal et B. Menu (dir.), *Le commerce en Égypte ancienne*, Le Caire, Ifao, 1998, p. 173-191 ; *Id.*, « The Village Economy in Pharaonic Egypt », *in* A. K. Bowman et E. Rogan (dir.), *Agriculture in Egypt: From Pharaonic to Modern Times*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 33-60.

17 - Mark Lehner, « Fractal House of Pharaoh: Ancient Egypt as a Complex Adaptive System, a Trial Formulation », *in* T. A. Kohler et G. J. Gummerman (éd.), *Dynamics in Human and Primate Societies: Agent-Based Modeling of Social and Spatial Processes*, New York/Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 275-353.

18 - Malte Römer, « Hauswirtschaft — Häuserwirtschaft — Gesamtwirtschaft. 'Ökonomie' im pharaonischen Ägypten », *Orientalia*, 78, 2009, p. 1-43.

19 - Ben J. J. Haring, « Ramesside Temples and the Economic Interests of the State: Crossroads of the Sacred and the Profane », *in* M. Fitzenreiter (dir.), *Das Heilige und die Ware...*, *op. cit.*, p. 165-170.

20 - David A. Warburton, « The Egyptian Economy: Sources, Models and History », *in* A. Hudecz et M. Petrik (éd.), *Commerce and Economy in Ancient Egypt*, *op. cit.*, p. 165-

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

sur le fait que l'existence de propriété privée, de circulation de métaux précieux et de commerce n'implique nullement que l'Égypte ancienne ait développé une économie de marché, son insistance sur l'importance des mécanismes de redistribution le sépare d'un Warburton, pour qui les produits accumulés par les grandes institutions, grâce aux taxes prélevées, n'auraient pas alimenté des circuits de redistribution ; bien au contraire, de tels surplus auraient été consacrés à l'exportation afin de se procurer soit de l'argent soit d'autres biens. Les bas niveaux productifs et de revenus dus, respectivement, à l'excès d'offre de travail et à l'existence d'un système de livraison de rations auraient découragé l'investissement productif à l'intérieur du pays et poussé, en revanche, des activités d'exportation gouvernées par la logique du profit. Plutôt qu'une résurrection de la vieille querelle « primitivisme *vs* modernisme », les positions de M. Römer et de D. Warburton constituent, somme toute, des réponses salutaires – quoique différentes – à la question fondamentale de savoir si l'économie pharaonique est pensable. L'importance grandissante des approches néo-institutionnalistes en histoire économique de l'Antiquité est déjà perceptible dans les travaux de certains chercheurs de la période ptolémaïque [21], et ce n'est sans doute qu'une question de temps pour qu'elles fassent leur entrée dans les discussions portant sur les périodes précédentes de l'histoire égyptienne.

L'hétérogénéité des approches esquissées se comprend mieux si l'on considère que les sources écrites de nature économique et juridique sont beaucoup plus rares en Égypte que, par exemple, en Mésopotamie. Elles sont, par conséquent, susceptibles de lectures et d'interprétations fort diverses, et les traductions de termes clés peuvent permettre d'échafauder des modèles radicalement différents. Une autre difficulté vient de la répartition inégale des sources sur les plans géographique, chronologique et du contenu, avec le risque d'asseoir les analyses économiques sur un amalgame de documents trop divers. Ainsi, pour le III^e^ millénaire, les archives administratives les plus anciennes (XXVI^e^ siècle avant notre ère) recensent, respectivement, les obligations fiscales des habitants de plusieurs villages dans la région de Gébélein (à 550 km environ au sud du Caire) et les activités d'une équipe de travailleurs à Ouadi el-Jarf, un port de la mer Rouge (à 120 km au sud de Suez). Il faut ensuite attendre un siècle pour disposer de nouvelles archives, mais au contenu totalement différent ; découvertes à Abousir, dans la région du Caire, datées de 2475-2450 avant notre ère, elles contiennent des inventaires du personnel, des offrandes et du matériel liturgique affectés au culte de deux pharaons. Si l'on ajoute une vingtaine de décrets royaux, pour la plupart de la fin du III^e^ millénaire et provenant dans leur majorité de la ville de Coptos (à 510 km au

175, constitue un bon résumé de ses positions théoriques avec une bibliographie de ses nombreux travaux.

21 - Joseph G. MANNING, « The Relationship of Evidence to Models in the Ptolemaic Economy (332-30 BC) », *in* J. G. MANNING et I. MORRIS (dir.), *The Ancient Economy: Evidence and Models*, Stanford, Stanford University Press, 2005, p. 163-186 ; *Id.*, « Hellenistic Egypt », *in* W. SCHEIDEL, I. MORRIS et R. P. SALLER (éd.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 434-459.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

sud du Caire), on réalise toute la difficulté d'analyser l'économie pharaonique sur cette période de mille ans.

D'où l'importance démesurée accordée à l'iconographie, à la littérature, voire à la rhétorique des inscriptions monumentales ou aux formules liturgiques (comme dans les *Textes des pyramides* [22]), comme si elles véhiculaient des informations fiables et immédiatement utilisables par l'historien. Plus grave encore, les trajectoires historiques régionales demeurent opaques du fait des aléas de la conservation des documents et des priorités de recherche des égyptologues. Dans le cas des papyrus, les conditions plus humides du delta expliquent la destruction de la plupart des documents administratifs rédigés sur ce support fragile. En revanche, les conditions plus sèches de Haute-Égypte favorisent leur conservation, mais les recherches archéologiques se sont concentrées, dans cette région, sur les tombes et les temples, de sorte que les papyrus funéraires (comme le célèbre *Livre des morts*) ou relatifs à la gestion des biens des temples (bien que limités à la seconde moitié du II^{e} millénaire) sont surreprésentés. On ne peut donc être étonné que, par exemple, les activités économiques développées en milieu urbain soient très peu connues, de même que les opérations privées. Prenons un exemple : des contrats de bail entre particuliers sont attestés en Haute-Égypte vers 700 avant notre ère ; ces documents sont connus aujourd'hui parce que leurs protagonistes étaient des ritualistes, chargés d'exécuter des rituels pour les momies, et qu'ils prirent l'habitude, dans cette région très sèche, de stocker leurs archives dans les tombes où ils célébraient leurs rites. Étant donné que la fouille des tombes a été traditionnellement une priorité des égyptologues, la combinaison des choix des archéologues et des conditions favorables de conservation explique l'abondance des contrats de bail en Haute-Égypte pour cette période.

À la même époque, la Basse-Égypte développa un type d'écriture cursive, le démotique, dont les témoignages les plus anciens se trouvent sur quelques stèles en pierre, tandis que les documents de la pratique n'ont pas survécu à l'humidité. Les sources les plus abondantes relatives à l'économie rédigées en démotique ne remontent cependant qu'à l'époque où cette écriture arriva en Haute-Égypte, ou dans des régions aux conditions de conservation très favorables (comme le Fayoum). Enfin, d'autres pistes révèlent parfois des évolutions régionales différenciées. Tel est le cas des « stèles de donation », inscrites en hiéroglyphes et en écriture cursive, qui célèbrent la donation de champs (principalement) au profit des temples. Très abondantes en Basse-Égypte dans la première moitié du I^{er} millénaire, elles sont pratiquement absentes en Haute-Égypte à la même époque. Une telle divergence indique donc des stratégies distinctes autour de la terre obéissant à des conditions économiques, sociales et politiques spécifiquement régionales [23].

22 - Les *Textes des pyramides* constituent le plus ancien corpus de textes religieux de l'Égypte pharaonique, présents dans les pyramides des rois depuis 2350 avant notre ère environ.

23 - Juan Carlos Moreno García, « L'évolution des statuts de la main-d'œuvre rurale en Égypte de la fin du Nouvel Empire à l'époque Saïte (ca. 1150-525 av. J.-C.) », *in* J. Zurbach (dir.), *Travail de la terre et statuts de la main-d'œuvre en Grèce et en Méditerranée archaïques, VIII^{e}-V^{e} s. Cadre et problématiques*, Athènes, École française d'Athènes (à paraître).

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

Dans ce contexte de rareté textuelle, il n'est pas inhabituel qu'un papyrus ou une stèle isolés soient considérés comme représentatifs des conditions économiques prévalant à une période ou dans une région précises, voire dans l'ensemble de l'Égypte. En outre, le poids des textes (de nature surtout officielle et institutionnelle) dans la plupart des tentatives de modélisation économique est encore exacerbé par le recours insuffisant à l'archéologie. Ainsi s'explique la tendance à surestimer les activités des secteurs où l'emploi de documents était fréquent et à ignorer celles exercées en milieu rural ou en marge des grandes institutions (y compris dans les villes ou par des populations mobiles), détectables uniquement par les traces laissées sur le terrain, dans la culture matérielle ou par des mentions marginales dans les textes produits par les institutions. Les déséquilibres interprétatifs qui en résultent nuisent gravement à toute reconstruction sérieuse de la vie économique des anciens Égyptiens. S'ajoute à cela la difficulté des égyptologues à dialoguer avec les spécialistes d'autres disciplines, que ce soit pour analyser des problématiques communes, pour mettre en perspective leurs points de vue ou pour nourrir leurs réflexions et interroger leurs sources sur des bases renouvelées, une démarche essentielle si l'on veut en finir avec l'image fausse et pernicieuse de l'« exception égyptienne ». Des chercheurs comme Manfred Bietak ou B. Kemp ont bien montré le potentiel d'un tel dialogue interdisciplinaire pour l'interprétation des habitats et des activités économiques ainsi que des échanges qui s'y déroulaient. Enfin, les études en diachronie de l'économie pharaonique souffrent d'une particularité de l'égyptologie, à savoir la division de l'histoire du pays en périodes chronologiques rigides et en types de sources (épigraphes, documents en hiératique ou en démotique, etc.), qui ont fini par consolider des spécialités scientifiques et historiques relativement étanches [24]. À la lumière de ces considérations, l'immobilisme supposé de l'économie pharaonique obéit plus aux préjugés des égyptologues qu'à un conservatisme quelconque de ses structures.

Il serait vain d'esquisser, dans un espace réduit, un tableau exhaustif des caractéristiques et des perspectives de recherche pour tous les secteurs de l'économie pharaonique. Par conséquent, il s'agit de préciser, dans les pages qui suivent, plusieurs axes de réflexion qui se dégagent des études les plus récentes et me

24 - Voir, à ce propos, le découpage de l'histoire pharaonique en « Empires » très connotés, d'après une tradition historiographique remontant au XIX^e^ siècle : période Thinite (v. 3000-2686 avant notre ère), Ancien Empire (2686-2125), Moyen Empire (2055-1650), Nouvel Empire (1550-1069). En revanche, le I^er^ millénaire avant notre ère, considéré comme une période de décadence, ne mériterait pas la catégorie d'« Empire », d'où son découpage entre Troisième Période intermédiaire (1069-664) et « Basse Époque » (664-332 avant notre ère). Quant aux systèmes d'écriture, le hiéroglyphe est surtout réservé aux textes monumentaux, tandis que le hiératique est la forme cursive restreinte aux documents de la pratique et à la littérature. Vers 700 avant notre ère, le démotique (et, plus brièvement, le hiératique « anormal ») remplaça le hiératique dans la rédaction des documents administratifs, avant d'être utilisé dans la composition de textes littéraires, religieux (avec le hiératique), etc. Pendant la période gréco-romaine, les systèmes hiéroglyphique, hiératique et démotique coexistent, avant d'être graduellement remplacés par le grec et le copte.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

semblent les plus prometteurs, en soulignant le fait qu'ils présentent des parallèles notables avec d'autres sociétés antiques, qu'ils peuvent enrichir les débats contemporains sur l'économie ancienne et qu'ils révèlent le dynamisme et les transformations historiques des structures économiques pharaoniques au cours du temps.

L'État et les institutions : une prééminence à nuancer

Si les approches « primitiviste » et « substantiviste » ont perdu leur caractère structurant, il en va de même du rôle central attribué à l'État. Face aux thèses qui mettaient l'accent sur l'agriculture et sur les réseaux d'échanges et de redistribution contrôlés par l'État et par les grandes institutions, tant en Égypte qu'au Proche-Orient anciens, les recherches récentes révèlent un scénario économique plus nuancé. Une partie des activités agricoles, commerciales et, en général, productives était entre les mains d'acteurs privés qui menaient leurs affaires tantôt comme intermédiaires et partenaires des institutions, tantôt de manière indépendante, de sorte que la délimitation des sphères publique et privée de leurs activités est souvent difficile à établir [25].

Ceci ne signifie pas, évidemment, que les palais, les temples ou les grands domaines des dignitaires n'étaient pas des piliers de l'économie. Le volume des ressources à leur disposition, leurs moyens de financement, leur capacité à entreprendre des échanges à longue distance et l'impact sur la population des travaux qu'ils commandaient et des rations qu'ils distribuaient le prouvent. Mais leurs activités laissaient aussi libres des espaces dès lors occupés soit par des « entrepreneurs » qui pouvaient travailler partiellement au service des institutions, soit par des groupes sociaux (pasteurs, pêcheurs, marchands itinérants, etc.) dont la mobilité rendait difficile un contrôle efficace, soit, enfin, par une production orientée vers les marchés et à l'initiative des paysans (en complément de leurs occupations habituelles), des artisans, des marchands et du personnel des institutions. Par conséquent, la valorisation du rôle joué par les secteurs non institutionnels de l'économie pharaonique permettrait des analyses plus fines sur des questions fondamentales : les différences régionales dans l'organisation des activités productives, l'articulation territoriale des flux économiques (agriculture, transhumance, réseaux de circulation des biens et des populations, possibilités d'exploitation des ressources naturelles), ou encore l'évolution chronologique des cycles économiques (occupation/abandon de sites, essor/déclin du pastoralisme, capture/libération des flux de richesse par l'appareil fiscal des États, par exemple). De telles recherches,

25 - A. C. V. M. Bongenaar (éd.), *Interdependency of Institutions and Private Entrepreneurs*, Leyde, Nino, 2000 ; Michael Jursa *et al.*, *Aspects of the Economic History of Babylonia in the First Millennium BC: Economic Geography, Economic Mentalities, Agriculture, the Use of Money and the Problem of Economic Growth*, Münster, Ugarit-Verlag, 2010 ; Steven J. Garfinkle, *Entrepreneurs and Enterprise in Early Mesopotamia: A Study of Three Archives from the Third Dynasty of Ur*, Bethesda, CDL Press, 2012.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

bien consolidées en histoire ancienne, bénéficieraient à la compréhension du milieu et des populations nilotiques et permettraient d'enrichir la recherche comparative [26].

Il faut donc renvoyer dos-à-dos les interprétations misérabilistes, selon lesquelles des sociétés « primitives » vivraient juste au-dessus du seuil de subsistance, et celles dites modernistes, pour lesquelles le constat de la circulation de métaux précieux, de l'existence de réseaux d'échanges ou d'« entrepreneurs » prouverait que les économies du Proche-Orient ancien obéissaient aux mêmes principes que celles du monde contemporain. Une position plus nuancée s'impose, capable d'intégrer à des modèles plus fins une diversité d'activités dont les caractéristiques (public/privé, intégré/marginal, agricole/commercial, domestique/institutionnel, sédentaire/pastoral, etc.) variaient au cours du temps et au gré des circonstances politiques, économiques, sociales ou géopolitiques. En outre, le recours à l'archéologie s'avère indispensable pour combler les lacunes dans la documentation écrite. Des chercheurs comme Govert van Driel ont insisté à juste titre sur l'erreur consistant à nier l'existence de ce qui ne figure pas dans les textes [27]. De nombreux objets de transactions communes n'ont pas laissé de trace matérielle (à cause de leur nature périssable ou transformable, comme les aliments, le sel, les étoffes, les aromates ou les métaux) ni textuelle (parce qu'ils circulaient en marge des institutions ou à cause de leur humble nature), bien que leur poids économique ne puisse être négligé. D'où l'importance, entre autres, des découvertes archéologiques de navires marchands naufragés, de textes évoquant les versements fiscaux effectués par des pêcheurs ou des producteurs de sel, de vestiges de grains, animaux et fibres végétales, et, surtout pour d'autres périodes, de traces de production préindustrielle, comme celles préservées dans la glace du Groenland.

Importance des marchés

Les preuves de l'emploi de métaux précieux dans les échanges, ainsi que les versements d'or et d'argent au fisc par des marchands, des cultivateurs, des pêcheurs ou des artisans, sont autant d'indices qui plaident en faveur de l'existence de

26 - Voir, par exemple, Tony J. WILKINSON, *Archaeological Landscapes of the Near East*, Tucson, The University of Arizona Press, 2003 ; Susan E. ALCOCK et John F. CHERRY (dir.), *Side-by-Side Survey: Comparative Regional Studies in the Mediterranean World*, Oxford, Oxbow Books, 2004 ; Glenn M. SCHWARTZ et John J. NICHOLS (dir.), *After Collapse: The Regeneration of Complex Societies*, Tucson, The University of Arizona Press, 2006 ; Jeffrey SZUCHMAN (éd.), *Nomads, Tribes, and the State in the Ancient Near East: Cross-Disciplinary Perspectives*, Chicago, The Oriental Institute of the University of Chicago, 2009. Pour l'Égypte ancienne, voir Juan Carlos MORENO GARCÍA, « The Limits of Pharaonic Administration: Patronage, Informal Authorities, Mobile Populations and 'Invisible' Social Sectors », *in* M. BÁRTA et H. KÜLLMER (dir.), *Diachronic Trends in Ancient Egyptian History: Studies Dedicated to the Memory of Eva Pardey*, Prague, Czeh Institute of Egyptology, 2013, p. 88-101.

27 - Govert van DRIEL, « Land in Ancient Mesopotamia: 'That What Remains Undocumented Does not Exist' », *in* B. J. J. HARING et R. de MAAIJER (dir.), *Landless and Hungry? Access to Land in Early and Traditional Societies*, Leyde, Research School CNWS, 1998, p. 19-49.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

marchés où les métaux circulaient, aussi, en marge des institutions et des transactions, réseaux de redistribution et systèmes de récompenses qu'elles alimentaient [28]. Ces marchés permettaient donc la transformation des produits en or et en argent, suggérant l'existence d'une demande ainsi que de la possibilité d'accumulation de métaux précieux. Ces derniers faisaient l'objet, par la suite, de prélèvements fiscaux, de thésaurisation et d'investissements dans des secteurs divers. Ainsi, par exemple, le grand papyrus Harris I indique que le poids de « l'argent, correspondant aux biens provenant des contributions des serfs qui ont été donnés au domaine du dieu », allait jusqu'à 328 et 382 kg, selon deux passages du texte [29]. Étant donné que ces livraisons d'argent sont accompagnées d'autres livraisons en grain, bétail, légumes et produits divers, il semble qu'elles correspondaient effectivement à des remises de métal et non à des évaluations d'autres produits en argent. En outre, elles relèvent uniquement de la production d'un nombre très réduit de temples ; comme l'Égypte ne produisait pas d'argent, ces passages révèlent que les serfs au service de ces institutions pouvaient en obtenir des quantités considérables, vraisemblablement en échange d'une partie de leur production.

Reste pourtant à définir les limites tant de la demande que de l'étendue de ces opérations commerciales, limites qui témoignent du volume des échanges effectués dans les marchés et du poids global de ceux-ci dans l'économie. Plus généralement, c'est la question de l'existence ou non de « mécanismes de marché » (comparables à ceux en vigueur aujourd'hui ?) qui est au cœur des débats, plutôt que l'existence même de marchés [30]. L'approche la plus réaliste est d'accepter que les marchés assuraient la transformation des matières premières en métaux précieux et *vice versa*, et qu'ils alimentaient des circuits d'échanges mettant en contact des producteurs, des marchands et des institutions. Au tout début du II^e^ millénaire, la correspondance d'Héqanakhte, qui concerne surtout ses affaires agricoles, témoigne d'une mentalité « rationnelle » et « moderne », dans le sens où ses opérations et ses choix visant à louer des terres et à produire certaines récoltes dans certaines parcelles étaient inspirés par le désir de profit [31]. Les prêts de céréales à ses voisins et la possession d'un nombre important de bovins attestent aussi de sa prospérité, confirmant l'existence d'une paysannerie aisée, de plus en plus repérable grâce à l'archéologie. Un peu plus tard, Khnoumhotep II, gouverneur de la localité de

28 - Jan G. Dercksen (éd.), *Trade and Finance in Ancient Mesopotamia*, Leyde, Nino, 1999, *passim* ; Govert van Driel, *Elusive Silver: In Search of a Role for a Market in an Agrarian Environment, Aspects of Mesopotamian's Society*, Leyde, Nino, 2002, p. 1-30 ; M. Jursa *et al.*, *Aspects of the Economic History...*, *op. cit.*, p. 469-753 et 772-783.

29 - P. Grandet, *Le papyrus Harris I...*, *op. cit.*, vol. I, p. 238 et 325.

30 - Yves Roman et Julie Dalaison (éd.), *L'économie antique, une économie de marché ?*, Lyon/Paris, Société des amis de Jacob Spon/De Boccard, 2008 ; Gary M. Feinman et Christopher P. Garraty, « Preindustrial Markets and Marketing: Archaeological Perspectives », *Annual Review of Anthropology*, 39, 2010, p. 167-191 ; Christopher P. Garraty et Barbara L. Stark (éd.), *Archaeological Approaches to Market Exchange in Ancient Societies*, Boulder, University Press of Colorado, 2010.

31 - James P. Allen, *The Heqanakht Papyri*, New York, Metropolitan Museum of Art, 2002.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

Beni Hassan au début du XIX^e siècle avant notre ère, évoque la création de péages sur le Nil, indice d'un trafic fluvial assez important pour devenir une source de recettes fiscales. Un passage du papyrus Lansing, remontant au Nouvel Empire, évoque effectivement les commerçants qui transportent des marchandises au long du Nil, d'une ville à l'autre. Cependant, de sévères limites restreignaient la portée de ces transactions et le développement d'une « économie de marché ».

Du côté de la demande, d'abord, elle était structurellement bridée par la faible croissance démographique à long terme et l'existence d'une paysannerie menacée périodiquement par les mauvaises récoltes et l'endettement. De toute façon, la demande de la plus pauvre paysannerie était déjà très modeste puisque sa production, à la limite de la subsistance, ne permettait pas l'accumulation d'excédents, l'entretien de circuits marchands ou le recours à des métaux précieux dans les transactions (le troc étant courant). Le poids du système de rations en échange de travail soustrayait aussi des produits et des consommateurs potentiels des circuits commerciaux et salariaux. Cependant, les chantiers de construction, le transport, le travail saisonnier sur les domaines des institutions ou des voisins plus riches, la cueillette de miel et de produits de la campagne, voire l'artisanat occasionnel, ouvraient aussi des possibilités d'emplois et de revenus pour la population rurale et, par conséquent, entretenaient sa demande. Des exemples existent où des foyers modestes produisaient des étoffes, des légumes, échangeaient des cadeaux et des produits agricoles et alimentaient des réseaux d'échanges et de petits crédits [32]. En ce qui concerne les exportations, il est difficile de savoir si la demande externe était assez importante et soutenue dans le temps et dans l'espace pour susciter, en Égypte, des stratégies durables d'investissement et de spécialisation productives, dont les profits auraient nourri la demande et les échanges ainsi que des cycles d'accumulation réguliers (que ce soit par l'intensification agricole ou par la production artisanale, tant de la part des institutions que des simples particuliers). Quant à la demande des villes, elle dépendait d'un urbanisme fluctuant, affecté par des cycles de contraction, voire d'abandon, des sites urbains, dont l'impact sur la demande globale et, par conséquent, sur les choix productifs des paysans ne devrait pas être sous-estimé. Cependant, la multiplication des villes, des villages et des temples locaux, comme par exemple dans le Delta durant la première moitié du I^er millénaire, atteste de la vigueur d'un monde rural qui a peu à voir avec l'idée de décadence souvent associée à cette période, mais uniquement au regard de l'analyse des monuments prestigieux et des réalisations de la royauté.

Du point de vue de l'offre, ensuite, une demande limitée et incertaine pouvait encourager des alternatives différentes à l'expansion soutenue des activités marchandes, surtout en l'absence de « politique mercantiliste » de la part des États. L'éventail des possibilités ainsi ouvertes était considérable : l'investissement dans la rente tirée de secteurs stables à long terme, comme l'immobilier ou les temples, que ce soit au moyen de l'acquisition de prébendes et de prêtrises ou de donations de terres aux sanctuaires contre la conservation de leur usufruit par le donateur ;

32 - Aikaterini KOLTSIDA, *Social Aspects of Ancient Egyptian Domestic Architecture*, Oxford, Archaeopress, 2007, p. 142.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

l'achat de jardins de dimensions réduites pour y pratiquer des cultures intensives (palmiers, fruitiers, vignobles, oliviers, fleurs) ; ou encore les prêts (de céréales, d'argent, d'animaux). En outre, des facteurs tels que l'impact de la thésaurisation, du tribut exigé aux pays conquis et du butin prélevé à l'occasion des guerres retiraient de la circulation d'énormes quantités de métaux précieux ; en même temps, les points de concentration de ces richesses (capitales des empires, temples) alimentaient des circuits salariaux et marchands grâce, notamment, aux chantiers architecturaux, à l'artisanat de luxe, aux ateliers qui équipaient l'armée, aux dépenses somptuaires des courtisans et de l'élite, voire aux dépenses effectuées par les soldats rentrés des campagnes militaires avec leur butin [33]. La dislocation périodique des circuits internationaux d'échanges, pour cause de guerres, de banditisme et de déplacements de populations, venait s'ajouter à la pression fiscale des États sur les marchands, ce qui pouvait décourager l'investissement dans les opérations commerciales ou précipiter la ruine des entrepreneurs. Enfin, d'autres facteurs favorisaient la demande comme les obligations sociales et les dépenses des chefs des grandes maisonnées pour leurs familles étendues, leurs réseaux de clients, leurs serfs, sans compter les dépenses somptuaires liées à l'affirmation du prestige social. Les textes témoignent souvent de l'idéal d'autosuffisance des élites, possible grâce à la production de leurs grands domaines ; cependant, ils évoquent aussi l'envoi par les élites de bateaux vers le Levant pour se procurer des biens divers, tandis que l'emploi de marchands à leur service était devenu courant au Nouvel Empire [34]. Quant à l'État, ses crises périodiques se répercutaient sur ses dépenses, somptuaires ou non.

Le rôle du commerce international

Le commerce extérieur égyptien a traditionnellement été considéré comme une initiative de l'État et des institutions, dans le cadre des échanges diplomatiques ou des opérations d'approvisionnement de certains produits très convoités. Les échanges extérieurs seraient donc limités, par leur caractère occasionnel (expéditions officielles), par les dangers et les incertitudes liés aux communications (bandits, état des routes, régime des vents et des courants maritimes), par leur coût (taxes de passage, pots-de-vin), par le volume élevé des ressources « financières » et du personnel engagé ou par le genre même des produits demandés (précieux et à faible volume). Sans doute les fondements de ce modèle sont à trouver dans

33 - Voir le cas du soldat Haânkhef, qui acquit deux parcelles avec l'or obtenu pour six ans de service : Donald B. REDFORD, « Textual Sources for the Hyksos Period », *in* E. D. OREN (éd.), *The Hyksos: New Historical and Archaeological Perspectives*, Philadelphie, The University Museum, 1997, p. 1-44, ici p. 12, n. 63.

34 - Ricardo A. CAMINOS, *Late-Egyptian Miscellanies*, Oxford, G. Cumberlege/Oxford University Press, 1954, p. 138 ; Aristide THÉODORIDÈS, *Vivre de Maât. Travaux sur le droit égyptien ancien*, Bruxelles/Louvain-la-Neuve, Société belge d'études orientales, 1995, vol. I, p. 613-615.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

l'isolationnisme attribué à l'Égypte ancienne ainsi que dans la nature des rares sources conservées, concernant presque exclusivement les échanges prestigieux organisés par les temples et la Couronne. En revanche, le Proche-Orient offre une image plus nuancée et diversifiée du fait de l'abondance des archives privées, notamment pour les activités des marchands assyriens en Anatolie au IIe millénaire et pour les Egibi ou les Murasû, des entrepreneurs du Ier millénaire. Grâce à ces textes exceptionnels, on peut suivre en détail les démarches des marchands privés, très actifs, aux intérêts divers et organisant des opérations commerciales complexes et de longue portée.

Les découvertes épigraphiques et archéologiques récentes modifient, dans le même sens, la perception traditionnelle du commerce pharaonique. Les contacts avec l'extérieur trahissent, en réalité, une volonté d'intervention qui n'a rien d'isolationniste et qui est inséparable de considérations géopolitiques. Non seulement l'approvisionnement de matières précieuses jouait un rôle important dans la politique extérieure du pays (notamment dans les relations avec la Nubie, la mer Rouge et le Levant), mais la maîtrise de routes commerciales très lucratives dictait aussi les interventions en dehors des frontières. P. Grandet a ainsi suggéré que les conquêtes des pharaons du Nouvel Empire auraient été inspirées par le désir de contrôler des produits stratégiques comme l'étain [35]. Sans doute faut-il ajouter à cela les soucis de domination des routes commerciales qui reliaient l'Afrique nord-orientale, la mer Rouge et l'Arabie à la Méditerranée, dans le cadre d'un « Grand Jeu » impliquant des acteurs divers selon les époques (Égyptiens, Nubiens, Pountites, Anatoliens et Mésopotamiens dans la seconde moitié du IIe millénaire ; Koushites, Égyptiens, Assyriens et Néo-Babyloniens dans la première moitié du Ier millénaire). Un « Grand Jeu » dans lequel les conquêtes, les expéditions militaires et les missions diplomatiques et commerciales coexistaient ou se succédaient au gré des rapports de forces et des intérêts géopolitiques du moment. La côte levantine, par exemple, où convergeaient les routes commerciales venant d'Afrique, d'Arabie et de Mésopotamie, était le point de concentration de richesses fabuleuses – dont les listes de tribut assyriennes et égyptiennes se font l'écho –, surtout après le développement de la route de l'encens. Rien d'étrange donc à ce que cette région ait été l'objet d'âpres luttes. Les découvertes récentes de « trésors » d'argent, cachés en milieu domestique, dans de nombreuses localités de la Palestine et remontant à la période des IXe-VIe siècles avant notre ère, attestent de cette richesse et ont relancé le débat sur les origines de la monnaie dans la Méditerranée orientale. La correspondance diplomatique évoque souvent, pour sa part, la protection dispensée aux marchands qui parcouraient cette région ou les compensations à acquitter en cas de vol d'une caravane ou d'assassinat d'un marchand [36].

Les besoins des grandes puissances impériales ont-ils été le moteur des échanges commerciaux internationaux ou, au contraire, les empires sont-ils nés,

35 - Pierre GRANDET, *Les pharaons du Nouvel Empire, 1550-1069 av. J.-C. Une pensée stratégique*, Monaco, Éd. du Rocher, 2008.
36 - M. LIVERANI, *Prestige and Interest...*, *op. cit.*, p. 95-101.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

précisément, à partir des États qui avaient essayé de contrôler les flux de richesse circulant autour d'eux ? M. Liverani a suggéré que la crise des systèmes palatiaux et l'essor des cités-État, depuis la fin de l'âge du Bronze récent, s'expliquaient par la rigidité des structures économiques des vieux pouvoirs impériaux, incapables de réagir dans un monde de contacts plus décentralisés, où de nouvelles routes commerciales fleurissaient en dehors de leur contrôle [37]. Dans d'autres contextes historiques, l'expansion impériale de certains États semble avoir obéi à la volonté de maîtriser des routes commerciales très lucratives développées en marge de leurs initiatives. Cependant, rien n'indique que le cycle de crise des empires, suivi par l'essor des cités-État et aboutissant à la naissance de nouveaux empires, soit propre à la fin du Bronze récent et au début de l'âge du Fer. Dans le cas de l'Égypte, les dernières découvertes suggèrent la répétition périodique d'un tel mouvement pendulaire : des échanges commerciaux et la participation aux réseaux marchands du Levant furent initiés par de petites entités fleurissant dans le Delta (comme Tell el-Farkha à la fin du IV^{e} millénaire, Tell el-Dabʿa vers 1700-1600 av. J.-C., la principauté saïte vers 650 av. J.-C., etc.), ensuite conquis ou intégrés par des États extérieurs à cette région (pharaons d'Abydos, de Thèbes et de Koush) qui poursuivirent leur élan vers le Levant. Il est remarquable, à ce sujet, que les textes égyptiens mentionnent un trafic maritime privé fleurissant pendant les époques de fragmentation politique et territoriale du pays. Cela contribue à nuancer le rôle central accordé traditionnellement à la Couronne comme moteur du commerce international [38]. Dans cette perspective, l'expédition organisée par la reine Hatshepsout vers le pays de Pount en vue d'obtenir des matières précieuses (myrrhe, produits exotiques, etc.) oppose deux formes d'échanges. Là où ses ancêtres devaient se procurer ces produits au moyen d'intermédiaires et de paiements nombreux, la reine réussit à se les procurer directement grâce à une expédition organisée par l'État [39]. Une inscription de Ramsès II mentionne, de son côté, des marchands trafiquants d'or, d'argent et de cuivre sur cette même route de Pount, mais obéissant aux ordres du roi [40]. Ces deux exemples témoignent clairement de la logique de mainmise étatique sur les circuits d'échanges.

Certes, les conquêtes impériales perturbaient le commerce à cause des prélèvements fiscaux et des guerres contre les puissances rivales qu'elles engageaient.

37 - Mario LIVERANI, « Ramesside Egypt in a Changing World: An Institutional Approach », *in* G. COLONNA (éd.), *L'impero Ramesside. Convegno internazionale in onore di Sergio Donadoni*, Rome, Università degli studi di Roma « La Sapienza », 1997, p. 101-115. Voir aussi Susan SHERRATT, « Potemkin Palaces and Route-Based Economies », *in* S. VOUTSAKI et J. KILLEN (dir.), *Economy and Politics in the Mycenaean Palace States*, Cambridge, Cambridge Philological Society, 2001, p. 214-238.

38 - Christophe BARBOTIN, *Âhmosis et le début de la XVIII^{e} dynastie*, Paris, Pygmalion, 2008, p. 177 ; Miriam LICHTHEIM, *Ancient Egyptian Literature*, vol. II, *The New Kingdom*, Berkeley/Los Angeles/Londres, University of California Press, 1976, p. 226.

39 - Kurt SETHE, *Urkunden der 18. Dynastie*, Leipzig, J. C. Hinrichs'sche Buchhandlung, 1927, p. 319-340.

40 - Kenneth A. KITCHEN, *Ramesside Inscriptions: Historical and Biographical*, vol. II, *Ramesses II, Royal Inscriptions*, Oxford, B. H. Blackwell, 1969-1979, p. 332-333.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

Il s'agissait de campagnes inspirées par le désir de contrôler aussi bien des régions produisant des biens stratégiques que des flux de richesse alors aux mains de petits États (pensons aux États phéniciens, levantins ou sud-arabiques du I^er^ millénaire). Cependant, la demande des pouvoirs impériaux offrait des possibilités marchandes exceptionnelles, sans compter la sécurité qu'ils apportaient aux voies de communication et aux marchands. Le commerce pouvant donc prospérer avec ou sans eux, les transformations sont à chercher dans les modalités, l'échelle et la nature de la demande et des biens concernés par le trafic. Les marchands privés jouaient un rôle important, mieux adaptés aux opportunités ouvertes tant par la « grande demande » des États impériaux que par la « petite demande » provenant d'une population urbaine en croissance (surtout dans les grandes capitales), des secteurs économiques stimulés par les marchés urbains (élevage, jardinage intensif, pêche, chasse, cueillette, production de charbon végétal, activités minières, transport, artisanat, construction, etc.) ou par les périphéries incorporées aux réseaux impériaux et souhaitant acquérir les biens de prestige servant de marqueurs culturels. Ainsi, un papyrus du Nouvel Empire évoque non seulement les commerçants qui transportaient des marchandises le long du Nil, d'une ville à l'autre, mais aussi ceux qui, au service des « maisons » (« firmes » commerciales, temples, grands domaines ?), trafiquaient entre l'Égypte et le Levant [41]. Un autre papyrus de la même époque mentionne plusieurs marchands au service des institutions échangeant de l'or contre des produits alimentaires [42].

Cette « petite demande » avait probablement plus de capacité à survivre à l'effondrement des pouvoirs impériaux puisqu'elle était fondée sur des biens de qualité moyenne (pensons, par exemple, aux imitations des biens de luxe) et à faible valeur ajoutée, mieux adaptés aux besoins et aux revenus de larges tranches de la population et aux activités de colporteurs ouverts à tous les trafics [43]. En outre, il s'agissait souvent d'une demande peu reluisante. Le récit d'Ounamon révèle ainsi que les produits égyptiens convoités au Levant comprenaient, certes, des récipients en or et en argent, mais aussi des étoffes, du lin, du papyrus, des peaux de bovins, des cordes, du poisson sec et des lentilles [44]. En fait, déjà depuis la fin du IV^e^ et le début du III^e^ millénaire, une grande partie des exportations égyptiennes au Levant ne consistait pas en produits de luxe, mais en grain, viande et poisson en échange de cuivre, d'huile, de vin, de bois, de résine et de bitume.

41 - R. A. Caminos, *Late-Egyptian Miscellanies*, *op. cit.*, p. 384 ; Edward W. Castle, « Shipping and Trade in Ramesside Egypt », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 35-3, 1992, p. 239-277, ici p. 256-257.
42 - T. Eric Peet, « The Unit of Value *Šty* in Papyrus Boulaq 11 », *in Mélanges Maspero*, vol. I-1, *Orient ancien*, Le Caire, Ifao, 1934, p. 185-199.
43 - Susan Sherratt, « The Mediterranean Economy: 'Globalization' at the End of the Second Millennium B.C.E. », *in* W. G. Dever et S. Gitin (dir.), *Symbiosis, Symbolism, and the Power of the Past: Canaan, Ancient Israel, and their Neighbors from the Late Bronze Age Through Roman Palestina*, Winona Lake, Eisenbrauns, 2003, p. 37-62 ; Christoph Bachhuber et R. Gareth Roberts (dir.), *Forces of Transformation: The End of the Bronze Age in the Mediterranean*, Oxford, Oxbow Books, 2009.
44 - M. Lichtheim, *Ancient Egyptian Literature*, vol. I, *The Old and Middle Kingdoms*, Berkeley, University of California Press, 1973, p. 227-228.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

Ce type de demande est pourtant moins visible, plus difficile donc à identifier dans le registre archéologique. Dans le cas égyptien, ses traces sont cependant repérables à travers l'habitat de la fin du Moyen Empire à Balat ; les échanges avec l'étranger effectués par des pouvoirs locaux en marge de l'État [45] ; l'existence d'habitations marchandes égyptiennes au Levant [46] ; les indices de réseaux commerciaux reliant, dans les deux sens, l'Anatolie et la vallée du Nil à la période des Hyksôs ; les petites cachettes d'argent, de la fin du Bronze récent, découvertes en milieu domestique dans la garnison levantine pharaonique de Beth Shean, où du poisson séché était aussi importé d'Égypte ; les vestiges trouvés dans des maisons à Bates's Island et dans des tombes à Marsa Matruh, sur la côte libyenne, 300 km environ à l'ouest d'Alexandrie, qui révèlent l'existence d'un commerce informel à petite échelle, apparemment dominé par des Libyens, impliquant la fabrication de produits métalliques modestes (aiguilles, épingles, etc.) et des contacts avec l'Égypte, Canaan, Chypre, la Crète et le monde mycénien. Enfin, des populations nomades participaient aussi à la production et à la diffusion des métaux, en marge des États et des grandes institutions [47]. Notons que ces découvertes sont difficilement conciliables avec les interprétations « primitivistes », mais que, sans tomber dans des excès « modernistes », elles révèlent l'existence d'un commerce de biens ordinaires, susceptibles de production dans un cadre non institutionnel et de commercialisation par des marchands privés. Ce type de commerce assurait la circulation de produits sur de grandes distances, ainsi que l'accumulation de richesses réinvesties en Égypte selon des modalités à préciser [48], sans oublier les nouvelles pistes qu'elles suggèrent pour expliquer la géopolitique de l'État pharaonique.

En définitive, l'importance du commerce privé permet une interprétation plus fine de certains aspects de la vie économique, comme le commerce, la circulation des métaux précieux ou les réseaux reliant les populations pastorales et sédentaires. Des aspects qui touchent à une question clé : l'Égypte ancienne a-t-elle connu une croissance économique ?

45 - Irene Förstner-Müller et Dietrich Raue, « Elephantine and the Levant », *in* E.-M. Engel, V. Müller et U. Hartung (éd.), *Zeichen aus dem Sand. Streiflichter aus Ägyptens Geschichte zu Ehren von Günter Dreyer*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2008, p. 127-148.
46 - David Wengrow, « The Voyages of Europa: Ritual and Trade in the Eastern Mediterranean circa 2300-1850 BC », *in* W. A. Parkinson et M. L. Galaty (dir.), *Archaic State Interaction: The Eastern Mediterranean in the Bronze Age*, Santa Fe, School for Advanced Research Press, 2009, p. 141-160, particulièrement p. 156-159 ; John S. Holladay, « Toward a New Paradigmatic Understanding of Long-Distance Trade in the Ancient Near East: From the Middle Bronze II to Early Iron II—A Sketch », *in* P. M. M. Daviau, J. W. Wevers et M. Weigl (éd.), *The World of the Arameans: Studies in Language and Literature in Honour of Paul-Eugène Dion*, Sheffield, Sheffield Academic Press, 2001, vol. II, p. 136-198, particulièrement p. 143 et 166-174.
47 - Thomas E. Levy, Erez Ben-Yosef et Mohammad Najjar, « New Perspectives on Iron Age Copper Production and Society in the Faynan Region, Jordan », *in* V. Kassianidou et G. Papasavvas (éd.), *Eastern Mediterranean Metallurgy and Metalwork in the Second Millennium BC*, Oxford, Oxbow Books, 2012, p. 197-214.
48 - Neal Spencer, « Sustaining Egyptian Culture? Non-Royal Initiatives in Late Period Temple Building », *in* L. Bareš, F. Coppens et K. Smoláriková (dir.), *Egypt in Transition: Social and Religious Development of Egypt in the First Millennium BCE*, Prague, Czech Institute of Egyptology, 2010, p. 441-490.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

Les conditions d'une croissance économique

Il s'agit sans doute d'une des questions les plus controversées et débattues en histoire économique de l'Antiquité [49], et elle n'est pas étrangère aux problématiques égyptologiques. Que l'on songe, par exemple, aux ressources immenses consacrées à la construction des pyramides, des temples et des tombes décorées, constructions dont la rationalité a fait l'objet d'interprétations diverses. Là où certains voient un stimulus à l'activité économique – grâce à la mobilisation de ressources, à l'embauche de nombreux travailleurs, à la distribution de rations – et une incitation à la division du travail et à la spécialisation artisanale, d'autres, en revanche, les considèrent comme un facteur de stagnation, l'image d'une civilisation éminemment agricole, aux échanges limités et préférant la thésaurisation des richesses à leur investissement productif. La clé est certainement à chercher dans ce qui était censé être « productif » pour les habitants d'une société préindustrielle comme celle de l'Égypte ancienne, quand les sources de pouvoir social, politique, symbolique et économique passaient, par exemple, par l'entretien de larges clientèles, par l'achat de prébendes dans les temples, par les contacts avec les institutions ou par l'acquisition d'un équipement funéraire de qualité, coûteux mais affirmant le statut social du propriétaire et son appartenance à l'élite. Autrement dit, il serait erroné d'analyser ce qui était productif selon nos considérations modernes de « rationalité » et de « profit », comme si les critères de production, d'investissement et de consommation devaient obéir impérativement aux principes d'une activité économique autonome détachée du social.

On peut se demander toutefois s'il existait des possibilités de croissance économique à long terme dues à des facteurs intensifs et non seulement extensifs (comme la croissance de la population et la mise en culture de nouveaux espaces). Quand l'archéologie révèle que des villes fleurissaient, que les échanges commerciaux prospéraient et que des objets de luxe devenaient accessibles à des groupes plus larges de la population pendant les périodes d'effondrement de la monarchie, faut-il y voir une croissance globale de l'économie ou, au contraire, la simple redistribution de la richesse, favorisée par l'absence temporaire d'une fiscalité d'État

49 - Paul MILLETT, « Productive to Some Purpose? The Problem of Ancient Economic Growth », *in* D. J. MATTINGLY et J. SALMON (éd.), *Economies Beyond Agriculture in the Classical World*, Londres, Routledge, 2000, p. 17-48 ; Richard SALLER, « Framing the Debate Over Growth in the Ancient Economy », *in* W. SCHEIDEL et S. von REDDEN (dir.), *The Ancient Economy*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2002, p. 251-269 ; Alan K. BOWMAN et Andrew WILSON, « Quantifying the Roman Economy: Integration, Growth, Decline? », *in* A. BOWMAN et A. WILSON (dir.), *Quantifying the Roman Economy: Methods and Problems*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 28-46 ; Andrew WILSON, « Indicators for Roman Economic Growth: A Response to Walter Scheidel », *Journal of Roman Archaeology*, 22-1, 2009, p. 71-82 ; Peter TEMIN, *The Roman Market Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2013, p. 195-219. Pour le Proche-Orient ancien, voir Govert van DRIEL, « Capital Formation and Investment in an Institutional Context in Ancient Mesopotamia », *in* J. G. DERCKSEN (éd.), *Trade and Finance...*, *op. cit.*, p. 25-42 ; M. JURSA *et al.*, *Aspects of the Economic History...*, *op. cit.*, p. 800-802.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

(donc une sorte de jeu à somme nulle à long terme) ? La combinaison des deux circonstances suggère tout de même qu'il existait des marges pour une croissance limitée, fondée sur la demande accumulée de catégories sociales ayant amélioré leur condition pendant les périodes récurrentes de crise de l'État et de son appareil fiscal, une demande qui aurait encouragé le commerce, une production agricole spécialisée et un artisanat adapté aux goûts et aux possibilités de cette nouvelle clientèle. Les transformations ainsi induites auraient créé un scénario nouveau, plus riche socialement et économiquement, dont la monarchie fraîchement rétablie, après chaque épisode de crise, aurait dû s'accommoder, ne serait-ce que par les possibilités de prélèvements fiscaux accrus qu'il procurait, scénario auquel elle contribuerait par la suite grâce au réinvestissement de ses recettes fiscales dans l'économie.

Un tel scénario semble d'autant plus vraisemblable que la multiplication et l'intensification des échanges pendant les périodes de crise politique furent suivies, de manière significative, par des tentatives de contrôle des flux commerciaux par l'État reconstitué. Le développement de Tell el-Dabʿa comme base commerciale et logistique, ainsi que les interventions militaires égyptiennes au Levant ou la création d'un réseau de forteresses(-comptoirs ?) en Nubie (entourées de véritables agglomérations) accompagnèrent, au début du IIe millénaire, le rétablissement de la monarchie unitaire du Moyen Empire [50]. De même, la conquête du Levant et d'une grande partie du Soudan durant le Nouvel Empire suivit l'expansion du commerce international et des flux de marchandises qui caractérisa la période précédente des Hyksôs et qui couvrait, au moins, le bassin oriental de la Méditerranée, l'Afrique nord-orientale et le Proche et Moyen-Orient. Enfin, l'essor des temples, des sites urbains et des principautés du Delta, dans la première moitié du Ier millénaire, est concomitant de la multiplication des échanges dans une aire très vaste, depuis l'Atlantique jusqu'en Inde. On constate donc une tendance générale de croissance au cours des siècles, qui ne saurait être limitée uniquement à des facteurs tels que l'augmentation de la population, la mise en culture de nouveaux espaces ou l'intervention de l'État. Les moteurs et les modalités de cette croissance diffèrent selon les périodes et les circonstances politiques, mais l'agriculture et le commerce semblent avoir été leurs piliers essentiels et permettent de visualiser les flux de richesse.

Dans le cas de l'agriculture, les domaines considérables de la Couronne, des dignitaires et des temples étaient un élément fondamental du paysage rural, mais il est difficile de suivre le chemin parcouru par les surplus agricoles, une fois les frais d'exploitation déduits. Outre une circulation interne, les textes mentionnent que les temples versaient des taxes, souvent en métaux précieux, suggérant qu'une partie des surplus était échangée contre de l'or et de l'argent, et prouvant l'existence de marchés et de circulation de richesse en marge des circuits institutionnels.

50 - De nombreux poids utilisés pour peser de l'or ont été récupérés à la forteresse d'Ouronarti : Dows DUNHAM, *Second Cataract Forts*, vol. II, *Uronarti, Shalfak, Mirgissa*, Boston, Museum of Fine Arts, 1967, p. 35-36, pl. 35B.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

L'agriculture rendait donc possible la réalisation d'affaires dont on ignore pratiquement tout, si ce n'est que l'objectif de leurs promoteurs ne se limitait pas seulement à la subsistance. Les instructions adressées à ses subordonnés par Héqanakhte attestent au contraire une volonté de valorisation optimale des ressources à sa disposition. Les nombreux débiteurs qui lui devaient des quantités variables de céréales suggèrent que les prêts étaient une des formes de réinvestissement des surplus agricoles. Les sources un peu plus tardives, du milieu du IIe millénaire, mentionnent également les versements de dattes contre des céréales, effectués par des particuliers auprès des agents du grenier royal, prouvant que l'investissement dans des palmeraies et des jardins pouvait s'avérer productif pour les tenanciers disposant des moyens nécessaires à leur irrigation. Une circonstance à mettre sans doute en rapport avec l'introduction contemporaine du *chadouf* (appareil à bascule utilisé pour puiser l'eau) en Égypte et avec l'essor des jardins urbains, repérable par l'archéologie et la littérature.

Toujours à la même époque, on constate, dans le secteur institutionnel, l'arrivée de nombreux esclaves et prisonniers de guerre, assignés ensuite aux temples et aux domaines de la Couronne (notamment dans les « îles nouvelles », après la crue annuelle). Cette circonstance coïncide avec la création de grandes plantations spécialisées, de vastes troupeaux et le développement, dans le domaine de la céréaliculture, du système des cultivateurs-*ihouti* [51]. Autrement dit, l'abondance de la main-d'œuvre servile, à certaines périodes, permit l'essor des forces productives dans des secteurs très spécialisés, orientés en partie vers l'exportation, de telle sorte que le rapport entre esclavage, plantations et commerce, courant dans la Méditerranée gréco-romaine, trouve dans l'Égypte de la seconde moitié du IIe millénaire une variante précoce [52]. Quant à l'intérêt des entrepreneurs ruraux pour exploiter les champs des institutions (sans oublier celui des preneurs en bail des terres des temples), il obéissait à la possibilité d'obtenir une rente de la terre ou un pourcentage de la récolte, comme le montrent les baux du Ier millénaire [53], mais avec des exemples déjà attestés à la fin du Bronze récent. Même les temples pratiquaient des cultures commerciales destinées en partie à la vente.

Nous ignorons pratiquement tout d'une demande paysanne, mais les papyrus de Gébélein, du milieu du IIIe millénaire, révèlent que la population de plusieurs villages du sud de l'Égypte comprenait non seulement des paysans et des bergers,

51 - Voir notre article dans ce dossier ; voir aussi Juan Carlos Moreno García, « Les *jhwtjw* et leur rôle socio-économique au IIIe et IIe millénaires avant J.-C. », *in* J. C. Moreno García (dir.), *Élites et pouvoir en Égypte ancienne*, Villeneuve-d'Ascq, Université Charles-de-Gaulle Lille 3, 2010, p. 321-351 ; *Id.*, « Les *mnhw*. Société et transformations agraires en Égypte entre la fin du IIe et le début du Ier millénaire », *Revue d'égyptologie*, 62, 2011, p. 105-114 ; *Id.*, « L'évolution des statuts de la main-d'œuvre rurale... », art. cit.

52 - Pour une analyse détaillée, voir Juan Carlos Moreno García, « La dépendance rurale en Égypte ancienne », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 51-1, 2008, p. 99-150, surtout p. 129-134.

53 - Koenraad Donker van Heel, *Abnormal Hieratic and Early Demotic Texts Collected by the Theban Choachytes in the Reign of Amasis*, Leyde, Nino, 1995.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

mais aussi des spécialistes engagés dans des activités artisanales ou de transformation (potiers, meuniers, boulangers, etc.), de transport (porteurs, rameurs) et d'exploitation des ressources naturelles (oiseleurs, apiculteurs), ce qui implique une division du travail et l'existence d'une demande capable d'occuper une partie significative de la population de ces villages dans des activités autres que la production agricole [54]. Le temple de 'Ayn Manâwir, situé dans l'oasis de Kharga et daté du V^e^ siècle avant notre ère, a livré 400 statuettes et petits objets en bronze vraisemblablement déposés en tant qu'offrandes votives par les habitants des alentours. Cela révèle un certain degré de richesse et de demande locales ayant permis non seulement la construction et l'entretien d'un petit temple dans une aire marginale, mais aussi l'accès de la population locale à des objets artisanaux coûteux marqueurs d'un certain statut [55]. Ce n'est sans doute pas par hasard que l'emploi précoce de la monnaie dans cette localité soit le fait des catégories les plus aisées de la population, dans un contexte de productions agricoles spécialisées et, en partie, exportées vers la vallée du Nil, comme le montre bien l'article de Damien Agut-Labordère dans le présent dossier. Bien que l'archéologie doive encore contribuer plus largement au débat, l'existence d'une paysannerie stratifiée, comprenant des secteurs aisés ainsi que des possibilités d'emploi « salarié » (saisonnier ou permanent) pour une partie de la population rurale, alimentait vraisemblablement une demande paysanne, sans doute variable selon les époques, les régions et le niveau de pression fiscale. En tout cas, les perspectives des catégories supérieures de la paysannerie dépassaient la simple autarcie. Ces exemples prouvent en effet que l'autosuffisance n'était pas le seul objectif de l'agriculture en Égypte et qu'il existait une demande satisfaite par des marchés qui utilisaient des métaux précieux dans ses transactions et qui permettaient la réalisation d'affaires et d'investissements par les particuliers. La même idée transparaît à travers l'intérêt des institutions pour l'extension de l'agriculture et la production de surplus, une politique qui serait incompréhensible si une partie de tels surplus n'était pas ensuite commercialisable et transformée en richesses, grâce aux marchés, et taxée ensuite par l'État. Les exportations de céréales vers les Hittites (contre des versements en argent et d'autres produits), célébrées par les rois ramessides, en sont une preuve éclatante [56].

Quant au commerce et aux échanges marchands en contexte non institutionnel, ils offraient tantôt des alternatives, tantôt des moyens complémentaires d'enrichissement pour certains secteurs de la population. Bien que l'État se soit approprié une partie de ces surplus grâce à la fiscalité, il reste à élucider le destin des richesses accumulées par les marchands : thésaurisation ou (ré)investissement ? Les parallèles avec la Mésopotamie suggèrent des réponses : l'achat et la location de maisons,

54 - Paule Posener-Kriéger, *I papiri di Gebelein. Scavi G. Farina 1935*, Turin, Ministero per i beni e le attività culturali/Soprintendenza al Museo delle antichità Egizie, 2004.
55 - Michel Wuttmann, Laurent Coulon et Florence Gombert, « An Assemblage of Bronze Statuettes in a Cult Context: The Temple of 'Ayn Manâwir », *in* M. Hill (dir.), *Gifts for the Gods: Images from Egyptian Temples*, New York/New Haven, The Metropolitan Museum of Art/Yale University Press, 2007, p. 167-173.
56 - M. Liverani, *Prestige and Interest*..., *op. cit.*, p. 235-236. L'afflux d'argent en Égypte aurait contribué à la dévalorisation transitoire de ce métal (40 % environ).

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

les prêts, l'acquisition de jardins afin de produire des cultures commerciales, la participation à des opérations commerciales diversifiées, l'achat de prébendes dans les temples, la production d'étoffes pour les institutions mais aussi pour les marchés et l'exportation, sans oublier les dépenses somptuaires comme l'achat de tombes ou de papyrus funéraires. Que certains marchands aient pu occuper une position sociale très élevée est confirmé par le mariage du prince Simontou, fils de Ramsès II, avec la fille d'un propriétaire de navires syrien. Enfin, l'artisanat permettait aussi de s'enrichir en marge des commandes institutionnelles, grâce aux couches aisées de la population désireuses d'acquérir des marqueurs de statut (y compris des imitations des produits de luxe), à la demande des centres urbains et à l'exportation (comme celle des ivoires ou d'autres)[57]. Même les familles modestes pouvaient trouver des sources de revenus complémentaires dans la production d'étoffes, celle de légumes potagers ou dans les activités de transport et de construction. Quant à la métallurgie en milieu paysan, Thilo Rehren et Edgar Pusch distinguent nettement entre, d'une part, les activités artisanales et l'approvisionnement en métal des grands ateliers institutionnels et, d'autre part, les artisans travaillant en milieu rural ; dans le dernier cas, le recyclage *(scrap metal economy)* alimentait des circuits économiques échappant au contrôle des institutions, dominés en partie par des populations nomades et, de ce fait, difficiles à détecter dans les sources écrites[58]. Les découvertes à Bates's Island de fours et de vestiges d'une production métallique en seraient un indice[59]. Les quantités considérables d'argent versées au fisc par les pêcheurs ou les activités d'un petit marchand itinérant comme le protagoniste du récit de l'*Oasien* illustrent également les possibilités offertent par un trafic local dont nous ignorons pratiquement tout.

Y eut-il des tendances à l'intensification de la production, au-delà de sa simple extension, permettant un processus soutenu de croissance ? La réponse, à nouveau, doit être nuancée. Dans des circonstances historiques particulières, le développement des villes, la création d'arsenaux et l'accomplissement de grands travaux ont pu stimuler l'offre agricole et artisanale, surtout dans les aires voisines, afin de satisfaire les besoins de ces centres. Cependant, la faible croissance de la population aurait imposé des limites à la demande, stimulée par l'État pour des

57 - George MUMFORD, « Egypto-Levantine Relations During the Iron Age to Early Persian Period (Dynasties late 20 to 26) », *in* T. SCHNEIDER et K. SZPAKOWSKA (éd.), *Egyptian Stories: A British Egyptological Tribute to Alan B. Lloyd on the Occasion of His Retirement*, Münster, Ugarit-Verlag, 2007, p. 225-288 ; Elon HEYMANS et Gert J. van WIJNGAARDEN, « Low-Value Manufactured Exotics in the Eastern Mediterranean in the Late Bronze and Early Iron Ages », *in* A. VIANELLO (dir.), *Exotica in the Prehistoric Mediterranean*, Oxford/Oakville, Oxbow Books/David Brown Book Co., 2011, p. 124-136.

58 - Thilo REHREN et Edgar B. PUSCH, « Alloying and Resource Management in New Kingdom Egypt: The Bronze Industry at Qantir—Pi-Ramesse and its Relationship to Egyptian Copper Sources », *in* V. KASSIANIDOU et G. PAPASAVVAS (éd.), *Eastern Mediterranean Metallurgy...*, *op. cit.*, p. 215-221.

59 - Donald WHITE, *Marsa Matruh: The University of Pennsylvania Museum of Archaeology and Anthropology's Excavations on Bate's Island, Marsa Matruh, Egypt 1985-1989*, vol. II, *The Objects*, Philadelphie, Institute for Aegean Prehistory Academic Press, 2002, p. 47-53 et 168-174.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

raisons démographiques et de recettes fiscales évidentes, de telle sorte qu'elle aurait eu tendance à rester stable en temps de paix et à subir des altérations à l'occasion des guerres et des troubles politiques. La ville des ouvriers de Gizeh est un exemple de cette demande d'État. Elle hébergeait environ 20 000 travailleurs et artisans, et était pourvue de centres de ravitaillement et d'installations diverses, mais dont les dimensions semblent être restées stables pendant la période de construction des grandes pyramides. On peut également songer au village de Deir el-Médineh, qui hébergeait les artisans occupés à construire et décorer les tombes des pharaons du Nouvel Empire, au complexe d'ateliers métallurgiques du Moyen Empire découvert dans le port de 'Ayn Soukhna, sur la côte du golfe de Suez, et utilisés pour le traitement et la fonte du minéral de cuivre [60], ou encore aux grands complexes artisanaux de Pi-Ramsès, comprenant des ateliers pour la production massive de bronze, d'armes, de pièces pour les chariots de guerre, de fours pour la production du verre, etc. [61]. D'ailleurs, l'expansion extérieure sous le Nouvel Empire stimula la demande égyptienne de certains produits utilisés ensuite dans des activités artisanales en expansion et qui n'étaient pas limitées à l'équipement de l'armée. Tel est le cas du verre et de la résine de pistachier employée non seulement pour aromatiser et embaumer, mais aussi pour la production de vernis appliqués aux sarcophages et pour la fabrication de cosmétiques et de parfums. La production textile fut très probablement un autre secteur en expansion [62]. On constate en fait l'évolution vers une production « industrielle » dans certains secteurs d'activité artisanale à partir du règne du grand conquérant Thoutmôsis III [63]. Ces activités nourrissaient un trafic commercial dont l'épave d'Uluburun témoigne tant du volume que du type de biens concernés (résines, métaux, etc.).

Par conséquent, la possibilité d'une croissance soutenue devrait être liée surtout à l'exportation de biens agricoles et artisanaux produits dans les exploitations, les domaines et les plantations des institutions et des particuliers, ainsi qu'à la demande interne du secteur non institutionnel. Cependant, l'accès de pans plus larges de la population à des biens de luxe semble une caractéristique récurrente des phases de maturité de l'État pharaonique et traduit vraisemblablement une augmentation de leurs revenus. Tel est le cas à la fin de l'Ancien, du Moyen et

60 - Mahmoud Abd el-Raziq *et al.*, *Ayn Soukhna*, vol. II, *Les ateliers métallurgiques du Moyen Empire*, Le Caire, Ifao, 2011.

61 - Anna K. Hodgkinson, « Mass-Production in New Kingdom Egypt: The Industries of Amarna and Piramesse », *in* J. Corbelli, D. Boatright et C. Malleson (éd.), *Current Research in Egyptology 2009*, Oxford, Oxbow Books, 2011, p. 81-98.

62 - B. J. Kemp et G. Vogelsang-Eastwood, *The Ancient Textile Industry at Amarna*, *op. cit.*, p. 427-438.

63 - Margaret Serpico, « Quantifying Resin Trade in the Eastern Mediterranean During the Late Bronze Age », *in* K. P. Foster et R. Laffineur (éd.), *Metron: Measuring the Aegean Bronze Age*, Liège/Austin, Annales d'archéologie égéenne de l'université de Liège/University of Texas, 2003, p. 223-230 ; *Id.*, « Natural Product Technology in New Kingdom Egypt », *in* J. Bourriau et J. Phillips (éd.), *Invention and Innovation: The Social Context of Technological Change*, vol. II, *Egypt, the Aegean and the Near East, 1650-1150 BC*, Oxford, Oxbow Books, 2004, p. 96-120.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

du Nouvel Empire, et il n'est sans doute pas dû au hasard que ces périodes soient suivies, paradoxalement, d'une crise étatique, mais aussi de l'essor des activités commerciales. Une circonstance inexplicable sauf si l'on accepte la vigueur d'une demande privée, à l'échelle locale, capable de nourrir des circuits d'échanges et d'offrir des possibilités pour conclure des affaires en l'absence des commandes d'État, mais qui reste pratiquement invisible dans les sources officielles. Les indices de livraisons et d'échanges de produits auxquels participaient des particuliers, dans le cadre d'un trafic fluvial, pendant la période ramesside, associés à l'existence de petites élites locales liées à l'armée et aux temples, illustrent le potentiel d'une demande rurale difficile à détecter autrement que par l'archéologie [64], ou par des documents exceptionnels comme le papyrus Louvre E 3226, le papyrus Wilbour et d'autres [65]. Les sources ramessides apportent, en outre, quelques informations sur des groupes relativement aisés de la population, vivant au-dessus de la simple subsistance, propriétaires de bateaux, de serfs, de jardins ou de bétail, en mesure aussi de verser leurs impôts en or et qui arrivaient même à se procurer des objets de luxe normalement réservés à l'élite [66].

La croissance économique en Égypte pharaonique fut bien une réalité, malgré quelques obstacles. Certains furent communs aux sociétés préindustrielles : des communications difficiles, des contraintes environnementales, la disponibilité de maigres surplus pour la plupart de la population avec, par conséquent, une consommation insuffisante, l'interruption des circuits marchands en période d'instabilité, les crises périodiques de l'État et de sa demande, un développement technique limité, une division du travail insuffisante du fait des échelles de production et de circulation réduites et, enfin, une productivité du travail très basse. Dans ces conditions, l'investissement dans la « rente » était une alternative pour les richesses accumulées dans le commerce. À ces facteurs, on peut en ajouter d'autres, de type socioculturel, quand le prestige venait aussi de l'entretien de clientèles nombreuses, des contacts à la cour royale et de la protection accordée par de grands dignitaires (dispendieux en termes de cadeaux) [67], de la construction de chapelles et de temples locaux. Quant aux « entreprises », les parallèles mésopotamiens révèlent qu'elles étaient de caractère familial, soumises donc aux aléas de la fragmentation du patrimoine à la suite des héritages, ce qui compliquait la formation de fonds de capitaux privés à long terme ; de surcroît, leurs objectifs n'étaient pas dictés par la spécialisation mais par les opportunités survenues ici et là [68]. Enfin, le poids du secteur institutionnel et de son système de rations limitait les possibilités du développement du salariat et donc de croissance des marchés. Quant

64 - Koichiro WADA, « Provincial Society and Cemetery Organization in the New Kingdom », *Studien zur altägyptischen Kultur*, 36, 2007, p. 347-389.
65 - Un exemple de trafic fluvial est donné dans Jacob J. JANSSEN, *Two Ancient Egyptian Ship's Logs: Papyrus Leiden I 350 verso and Papyrus Turin 2008+2016*, Leyde, Brill, 1961.
66 - Jean-Marie KRUCHTEN (éd.), *Le Décret d'Horemheb. Traduction, commentaire épigraphique, philologique et institutionnel*, Bruxelles, Éd. de l'université de Bruxelles, 1981.
67 - Günther VITTMANN, *Der demotische Papyrus Rylands 9*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1998.
68 - Peter F. BANG, *The Roman Bazaar: A Comparative Study of Trade and Markets in a Tributary Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

à l'impact du sous-emploi rural et urbain sur la demande totale, il est difficile à préciser, mais là encore des parallèles avec la Mésopotamie suggèrent que les institutions telles que les temples, les ateliers de l'État, les installations et les domaines de la Couronne contribuèrent, précisément, à incorporer, discipliner et assigner à des travaux divers les catégories les plus vulnérables et démunies de la population, un modèle appliqué aussi aux déportés et prisonniers de guerre.

Cependant, il devient de plus en plus évident que les échanges ont accéléré l'intégration (dans un sens très nuancé) des économies de la Méditerranée, du Nord-Est de l'Afrique et du Proche et Moyen-Orient depuis la fin du III^e^ millénaire, et que des phénomènes encore mal compris comme les cycles d'expansion et de contraction des villes, de consolidation et d'effondrement des États en rapport avec des déplacements de populations et avec l'essor des échanges, de développement du pastoralisme ou de sédentarisation des nomades, d'apparition de nouvelles routes commerciales, etc., sont liés aux aléas de cette intégration. La croissance se manifeste de la même manière au niveau locale en Égypte, surtout au I^er^ millénaire, par l'expansion de l'urbanisme, les ressources destinées à une architecture de qualité, la diffusion des productions coûteuses parmi des franges plus larges de la population, la fondation de temples et de villes du Delta, ainsi que par le renforcement des contacts avec la Nubie et le Levant. Bien que ces phénomènes demeurent toujours obscurs, ils semblent bien avoir contribué à la croissance de l'économie à très long terme.

Les pièges d'une lecture évolutionniste

Les interprétations anthropologiques et historiques néo-évolutionnistes estiment que le plus complexe succède au plus simple, dans une ligne ininterrompue de progrès, où l'on décide arbitrairement ce qui est complexe et ce qui est simple. En ce qui concerne l'étude des États de l'Antiquité, on a abusé des typologies selon lesquelles aux périodes dominées par la famille étendue en auraient succédé d'autres caractérisées par la prééminence de la famille nucléaire ; le commerce organisé par les institutions aurait cédé la place aux interventions de plus en plus importantes des marchands privés ; des réseaux commerciaux et des relations diplomatiques de plus en plus denses auraient remplacé des contacts occasionnels et sorti les États de leur isolement originel ; l'urbanisation et la céréaliculture signifieraient le progrès et la complexité, tandis que le pastoralisme marquerait le retour à une économie plus primitive ; enfin, l'État aurait remplacé les chefferies [69]. En réalité, ces phénomènes ont très souvent coexisté à des degrés variables et selon les régions, contribuant ainsi à la diversité politique, sociale et économique du Proche-Orient ancien. En outre, comme Peter Bang l'a si justement remarqué, transformation n'implique pas nécessairement évolution.

69 - Norman YOFFEE, *Myths of the Archaic State: Evolution of the Earliest Cities, States, and Civilizations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

Cependant, les explications évolutionnistes risquent de préserver, derrière la logique de leur discours, des modèles de raisonnement et des idées reçues servant de base à des récits et des interprétations historiques toutes faites, appliquées de préférence aux époques pour lesquelles la documentation est rare. Ces interprétations se caractérisent de plus par leur caractère linéaire, soit de progrès vers une complexité grandissante, soit de décadence à partir d'une période du passé jugée brillante. Elles contribuent ainsi à la persistance de préjugés qui nuisent à l'analyse des sources. C'est pourquoi, d'après une lecture traditionnelle, à la centralisation et l'absolutisme extrêmes de l'Ancien Empire aurait succédé une opposition entre les temples et leur clergé, d'une part, et la monarchie, d'autre part, au Nouvel Empire, avant d'entrer dans le déclin définitif de la monarchie à la « Basse Époque ». De tels pièges sont présents aussi dans l'analyse des activités commerciales en Mésopotamie et en Égypte. Dans le cas mésopotamien, l'intensification des échanges ajoutée à la fragmentation des États très centralisés (comme Ur III) aurait permis aux entrepreneurs et aux marchands privés de gagner en autonomie et en puissance, chose impossible en Égypte car, d'après les interprétations couramment admises, les initiatives privées auraient eu une importance négligeable face aux expéditions et aux commandes organisées par un État fortement centralisé.

Une telle approche est devenue intenable au fur et à mesure de la publication des archives et de la découverte de nouvelles sources. Celles-ci révèlent non seulement l'importance des affaires privées au III^e^ millénaire, mais aussi l'existence d'un réseau dense d'échanges reliant de vastes espaces, depuis les Balkans jusqu'en Inde [70]. De plus, le pastoralisme n'est plus interprété comme un mode de vie primitif et opposé à la sédentarisation et à l'économie urbaine, mais comme étant inséparable de celle-ci, jouant le rôle d'activité productive spécialisée capable d'organiser la production sur de vastes territoires et d'assurer la circulation d'idées, de produits et de technologies, au point que son rôle comme vecteur des réseaux d'échanges devient de plus en plus évident [71]. Le commerce privé et le commerce institutionnel auraient en réalité coexisté [72]. Le pastoralisme serait incompréhensible si l'on ignore sa relation étroite avec l'économie et les marchés des populations sédentaires. En outre, les cycles d'expansion et de contraction des États et de leur fiscalité ouvraient des opportunités nouvelles pour les échanges commerciaux. Compte tenu du fait que la circulation de produits et l'ouverture de routes commerciales n'étaient pas inéluctablement liées aux initiatives étatiques, on peut même envisager l'hypothèse contraire, c'est-à-dire que les États ont pu nuire au

70 - Toby C. WILKINSON, Susan SHERRATT et John BENNET (éd.), *Interweaving Worlds: Systemic Interactions in Eurasia, 7th to the 1st Millennia BC*, Oakville, Oxbow Books, 2011.
71 - J. SZUCHMAN (éd.), *Nomads, Tribes, and the State...*, *op. cit.* ; Anne PORTER, *Mobile Pastoralism and the Formation of Near Eastern Civilizations: Weaving Together Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
72 - J. G. DERCKSEN (éd.), *Trade and Finance...*, *op. cit.* ; A. C. V. M. BONGENAAR (éd.), *Interdependency of Institutions...*, *op. cit.*

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

commerce, que leur expansion a été en partie dictée par la volonté de s'approprier des ressources et des richesses en circulation mais que, en agissant de la sorte, ils ont créé aussi de nouvelles opportunités, surtout pour les secteurs liés aux activités institutionnelles. Des possibilités dont les marchands privés ont tiré profit [73].

Il en va de même pour l'agriculture. L'apparition en Égypte de contrats agraires dès la fin du VIII[e] siècle av. J.-C. n'implique pas forcément l'essor d'une pratique nouvelle. De tels accords auraient très bien pu exister sous forme orale pendant des siècles avant leur fixation par écrit. En réalité, on constate que, au lieu de se succéder historiquement, des modalités différentes d'exploitation de la terre, notamment des grandes institutions, ont coexisté au cours des siècles (fermage, corvées, métayage, etc.). C'est uniquement leur proportion respective qui a pu varier au gré de circonstances politiques, sociales et historiques particulières, comme par exemple l'afflux de nombreux serfs et prisonniers de guerre, la disponibilité de travailleurs agricoles suffisants pour labourer les domaines des institutions, les projets de colonisation agricole de certaines régions, l'existence ou non de riches paysans cultivant les terres des institutions en tant qu'entrepreneurs ruraux, etc. La même impression se dégage de la lexicographie, dans la mesure où des pratiques identiques sont désignées par des termes différents selon les époques ou, inversement, quand le même terme finit par désigner des pratiques fort distinctes. Autrement dit, les innovations lexicales cachent parfois des continuités dans la sphère économique [74].

Plutôt qu'une tendance inexorable vers la complexité à partir du plus simple, on constate la coexistence d'un ensemble divers d'activités et de possibilités productives dont la croissance, la stagnation ou la disparition de chacune des parties constitutives étaient inséparables de l'ensemble. Un ensemble modelé par des circonstances historiques telles que le rapport de forces entre les divers acteurs de la vie économique, la nature de leurs choix économiques et de leurs intérêts au cours du temps, leurs sources de revenus (et la proportion entre ceux d'origine institutionnelle et ceux d'origine patrimoniale), le poids de la pression fiscale et des possibilités de redistribution ou d'investissement qu'elle ouvrait, ou encore l'importance des facteurs géopolitiques (avec ses opportunités et ses contraintes), pour n'en citer que quelques-unes.

Intégrer l'archéologie

La collaboration interdisciplinaire s'impose pour produire une histoire économique équilibrée de l'Égypte pharaonique. La philologie ne suffit plus et les textes, comme on l'a rappelé, ne nous informent que sur des activités et des acteurs de

73 - Juan Carlos MORENO GARCÍA, « Egypt, Old to New Kingdom (2686-1069 BC) », *in* P. F. BANG, C. A. BAYLY et W. SCHEIDEL (éd.), *The Oxford World History of Empire*, Oxford, Oxford University Press (à paraître).
74 - Voir la note 46.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

la vie économique très précis et, de surcroît, pour des périodes et des sites trop particuliers. D'où la pratique habituelle consistant à combler les insuffisances des sources par des extrapolations documentaires et des généralisations hâtives, confortant le mythe d'une société aux fondements immuables durant des millénaires. Une véritable archéologie de la production, avec des domaines essentiels comme l'archéologie hydraulique, l'archéogéographie, l'archéologie des agglomérations, la paléobotanique et l'archéozoologie, doit encore être généralisée en égyptologie. Non seulement pour compléter les informations fort limitées et sélectives transmises par les textes mais, surtout, pour délimiter des problématiques et des calendriers de recherche indispensables à la production de connaissances historiques de qualité. Les travaux de M. Bietak sur le site de Tell el-Dabʿa, de B. Kemp à El-Amarna, les projets d'archéologie extensive dans le Delta occidental ou les recherches en cours sur les parcellaires des oasis de Kharga sont, à cet égard, exemplaires.

En ce qui concerne plus spécifiquement les échanges commerciaux, l'archéologie a toujours joué un rôle fondamental pour des raisons évidentes. Mais elle doit aussi diversifier ses points de vue afin d'éviter de considérer que les objets en matières durables, aisément repérables dans les fouilles, constituaient l'essentiel du trafic, ou que les échanges organisés par les grandes institutions, bien documentés d'ailleurs par les textes, couvraient l'essentiel des opérations commerciales effectuées tant à l'intérieur du pays qu'en dehors de ses frontières, au point de suffire à satisfaire les besoins de la population. De même que l'on parle de marchés « silencieux », surtout en milieu rural et difficiles à repérer en l'absence de vestiges architecturaux, on peut parler d'un trafic « silencieux », constitué de produits artisanaux modestes et de matières humbles et périssables, assuré par des marchands, mais aussi par des populations pastorales, de petits producteurs spécialisés ou non et des paysans écoulant dans les marchés une partie de leur production (le célèbre *Oasien* en est un bon exemple). Un trafic reliait pourtant les localités, les régions et les pays grâce à des réseaux informels, plus attentif donc aux transformations de la demande, et alimentait des réseaux marchands et de circulation de métaux précieux offrant des possibilités d'accumulation de richesses.

En définitive, il faut échapper aux contraintes imposées par une certaine égyptologie, que l'archéologie des beaux objets et des sites « prestigieux » emprisonne dans des perspectives étroites, trop particularistes pour engager un dialogue fécond avec une histoire économique de l'Antiquité en plein essor. Comme si la véritable « malédiction pharaonique » condamnait les égyptologues à ne plus pouvoir parler que de divinités, de tombes, de rituels funéraires ou de pharaons. Au contraire, ce sont des problèmes historiques clairement définis qui devraient guider la recherche, avec la mobilisation des savoirs et des disciplines nécessaires pour les approcher. Espérer que la découverte d'une nouvelle stèle ou d'un autre papyrus, surtout dans une tombe ou un temple, puisse produire les informations économiques de qualité dont l'égyptologie a tant besoin ne ferait que perpétuer tant l'isolement de notre discipline par rapport aux sciences sociales que la banalité d'une bonne partie de ses contributions à ces domaines.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press

L'histoire économique de l'Égypte ancienne est appelée à devenir un champ scientifique à part entière au sein de l'égyptologie, ne serait-ce que par les stimuli venus des disciplines voisines et les nouvelles perspectives offertes par des découvertes archéologiques récentes. Ce dossier prétend être un premier pas dans cette direction. Loin de justifier l'« exception égyptienne » si chère aux égyptologues, les sources pharaoniques révèlent au contraire que les réalités productives de l'Égypte ancienne présentent bien des parallèles avec les sociétés du Proche-Orient et du monde ancien et que, de ce fait, l'Égypte peut enrichir et ouvrir des pistes neuves pour l'histoire économique antique. Inversement, des pratiques et des approches développées dans d'autres disciplines et dans d'autres régions peuvent donner lieu à des analyses plus poussées des sources pharaoniques, exploiter leur potentiel et encourager le dialogue interdisciplinaire et l'affinement des concepts et des méthodologies utilisés.

Telle est notre ambition. Tel est aussi le défi qui s'ouvre devant nous. Par conséquent, les articles qui forment le présent dossier analysent certains aspects de l'économie pharaonique, dont la pertinence nous semble particulièrement utile pour les discussions en cours sur l'histoire économique de l'Antiquité. D'abord, l'organisation sociale de l'agriculture, les dynamiques sociales, économiques et territoriales qu'elle stimula et les transformations qu'elle subit au cours des millénaires. Ensuite, l'impact social de la monétisation des échanges et des activités économiques dans une communauté oasienne. La documentation du site de 'Ayn Manâwir, dans l'oasis de Kharga, révèle ainsi que la diffusion des pièces d'argent fait partie d'un jeu subtil de relations entre le temple et les notables locaux, visant à consolider le patrimoine de ces derniers. Enfin, le dernier article du dossier aborde le rôle des temples dans une perspective économique différente, celle de médiateurs entre la fiscalité de l'État et la diffusion de la monnaie dans les campagnes.

Juan Carlos Moreno García
CNRS

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0038 Published online by Cambridge University Press